



**Jiří Maštálka
Alexandr Ort**

Les Tchèques et l'Europe

Jiří Maštálka
Alexandr Ort

Les Tchèques et l'Europe

Prague - Strasbourg - Bruxelles

2007

Préface

Durant l'année bouleversante 1989 en Europe, les événements tchécoslovaques se déroulèrent d'une manière très démocratique et cultivée, ce qui fut désigné par la presse mondiale comme la „révolution de velours“.

Beaucoup se posèrent la question de savoir comment il était possible que les jeunes Tchécoslovaques, notamment les étudiants, sachent procéder de cette manière sans avoir connu les conditions de la démocratie classique.

Or, il ne faut pas oublier que l'impulsion fut donnée par une manifestation qui commémorait le 50^e anniversaire de l'intervention nazie contre les universités tchèques de 1939. A cette époque-là il s'agissait d'un coup contre toute la société tchèque, connue en Europe pour sa démocratie et sa tolérance nationale. En 1989, les jeunes Tchèques adhérèrent à cette tradition pacifiste.

En 1939, les étudiants du monde entier se rangèrent du côté des étudiants tchèques. En 1989, les jeunes Tchèques voulurent soutenir le processus d'unification pour la paix, le progrès et la démocratie, mis en place par l'Union européenne.

En effet, cette démarche prouva son bien-fondé. Depuis, l'intégration européenne et les efforts visant à l'unité de l'Europe atteignirent d'autres succès, bien que de nombreux troubles de la vie quotidienne durent être surmontés.

Depuis 2004 la République tchèque est le membre régulier de l'Union européenne, première organisation internationale cherchant à unir l'Europe sur la base démocratique. Les Tchèques sont devenus ses citoyens de tout les droits et peuvent prendre part à toutes ses activités à approfondir les meilleures formes de coexistence et de coopération des nations européennes.

L'Union européenne est aujourd'hui non seulement une puissance importante de l'économie internationale mais il lui appartient aussi une grande responsabilité dans toutes les activités de garantir la sécurité et la paix mondiale.

Jiří Maštálka

Introduction

En 2004 la République tchèque est devenue un état membre de l'Union européenne et nous nous demandons depuis à quel point les Tchèques sont conscients d'appartenir à l'Europe et s'ils s'estiment Européens.

En considérant la carte géographique et l'histoire tchèque, nous obtenons une réponse relativement nette, car le pays des Tchèques, situé au milieu du continent européen, ne peut appartenir qu'à l'Europe. L'histoire ne laisse aucun doute sur le fait que les Tchèques eussent été profondément touchés par presque tous les événements européens.

Les Tchèques au centre de l'Europe et l'état tchèque

L'histoire européenne montre que durant la période des grandes invasions, des peuples slaves arrivèrent au centre de l'Europe, parmi eux les Tchèques qui s'y installèrent. De ce fait, leur histoire est inséparablement liée à celle de l'Europe, pour le meilleur et pour le pire.

Du point de vue géopolitique, les Tchèques vivaient au milieu du continent, le fait de ne pas avoir d'accès à la mer influença considérablement leur destin. Vivant entourés d'autres peuples, leur vie fut influencée par les contacts positifs ou négatifs avec leurs voisins. Par l'intermédiaire des autres peuples, l'histoire des Tchèques fut liée à tous les événements européens et leur destin en fut affecté. Cela dit, les relations entre voisins étant rarement sans problèmes, tantôt elles furent bonnes et amicales, tantôt mauvaises, voire hostiles.

Jadis, le destin des habitants était régi par les chefs d'état – des principautés, des royaumes ou des empires – et le peuple, n'ayant aucun droit, ne pouvaient pas déterminer leur propre condition.

Un des faits marquant pour les Tchèques fut l'adoption de la religion chrétienne vers la fin du IX^e siècle, religion qui, entre temps, domina la partie ouest et sud de l'Europe. Fait particulier, la plupart des Tchèques connurent cette religion par l'intermédiaire de deux missionnaires venus de l'Empire byzantin qui avaient traduit les textes religieux les plus importants, notamment la Bible, en vieux slave, une langue que les Tchèques comprenaient. Par contre, dans les autres parties de l'Europe la religion s'appuyait sur le texte latin de la Bible, ce n'est que plus tard qu'elle fut traduite dans les différentes langues nationales; ceci joua un rôle important dans le développement de l'alphabétisation.

Peu à peu, la communauté tchèque se transforma en collectivités locales, fondements des états futurs. A la tête de ces états se trouvaient

des personnalités d'origine noble dont certaines s'imposèrent plus tard comme princes ou rois. Sous le régime féodal, ces chefs d'état n'étaient pas toujours originaires du peuple qu'ils gouvernaient, car souvent la noblesse s'associait contre le peuple asservi pour garder ses privilèges.

Au début du X^e siècle, la couronne passa à la dynastie des Premyslides. A cette époque, le Royaume de Bohême (comme le pays s'appelait au Moyen Age) jouait un rôle assez important en Europe centrale. La dynastie des Premyslides s'éteignit au début du XIV^e siècle, n'ayant pas de descendant masculin, et l'ère de la dynastie des Luxembourgs débuta. Cette dynastie, notamment sous le règne de Charles IV au XIV^e siècle, fit de Prague une des villes les plus importantes et un centre culturel remarquable.

Le mouvement hussite et Georges de Poděbrady

A cette époque-là, l'Eglise catholique vivait une crise fondamentale dans de nombreux pays européens. La vie religieuse des pays tchèques s'étant également développée dans le cadre catholique, la crise y atteignit un niveau considérable. Au début du XV^e siècle, le pays se trouva sans souverain pour une certaine période et Jan Hus, le porte-parole populaire du peuple révolté, fut brûlé vif à Constance comme hérétique.

Les révoltes hussites peuvent être classées parmi les plus radicales en histoire de par leur ampleur et une critique ferme des vices de l'Eglise. Leur importance pour le peuple tchèque fut considérable et bientôt dépassa les frontières du pays. Le Pape ayant déclenché les croisades contre les Tchèques révoltés, la révolte tchèque devint une affaire européenne. Pourtant, la crise de l'Eglise ne fut pas surmontée, seulement un siècle plus tard un certain succès fut obtenu par la réforme allemande. En ce sens, on peut dire que le mouvement hussite anticipa les événements futurs.

La tendance des hussites à obéir au maximum aux commandements de la Bible dans leur vie quotidienne eut pour conséquence un effort toujours croissant d'apprendre à lire et à écrire. Jan Hus lui-même contribua à une certaine simplification de l'orthographe tchèque et la connaissance de la Bible était assez répandue, étant considérée comme une preuve de l'authenticité de la foi. La connaissance de la Bible parmi le peuple était considérable à tel point que le pape Pie II et faisant partie des adversaires violents du mouvement hussite, ayant participé en

personne à la croisade contre les Tchèques si écrivit dans un de ses livres que „de nombreuses femmes hussites connaissaient la Bible mieux que de nombreux prêtres catholiques“.

La lutte des partisans de Jan Hus les plus zélés sur le territoire de Bohême fut finalement réprimée, mais la paix ne fut instaurée qu'après l'intronisation de Georges de Poděbrady comme „roi hussite“. Il fut élu d'une voix unanime de la noblesse catholique et utraquiste, ainsi que des représentants des villes. Georges se révéla juste dans ses fonctions de gouverneur du pays durant l'âge mineur du roi. Après les révoltes hussites et les croisades, il réussit à apporter une stabilité économique au pays et à assurer la paix. De ce fait, il fut élu dans l'intérêt d'une continuité de la prospérité du Royaume de Bohême.

Ses expériences personnelles des atrocités de la guerre le poussèrent à présenter un projet de création d'un conseil des monarques européens. Le but de ce conseil fut de rechercher une solution aux problèmes de l'Europe par des moyens pacifistes. Le projet du „Traité de rétablissement de la paix dans la chrétienté“ fut élaboré en latin (*Tractatus pacis toti christianite fiende*) afin d'être compris par le monde intellectuel de l'époque. Georges envoya une délégation afin d'informer les monarques européens de son projet. Le temps n'était pas encore venu pour créer une organisation mondiale assurant la paix, comme la Société des Nations ou l'Organisation des Nations Unies, mais ceux qui proposèrent la création d'un tel organisme notamment au XX^e siècle firent souvent référence au projet de Georges de Poděbrady.

Malgré certaines difficultés, la liberté de confession qui existait sous son règne même de manière imparfaite fut conservée jusqu'à la Guerre de trente ans. Dans ce domaine, le Royaume de Bohême pouvait servir de modèle à des pays européens beaucoup plus grands et plus importants.

Une partie considérable du peuple tchèque savait lire et écrire, leur culture générale était plus élevée que celle de la plupart des habitants d'autres pays européens. Entre autres, le chant hussite est mentionné dans l'histoire comme étant une contribution de la culture générale des Tchèques. Cela peut être une des raisons pour laquelle les pays tchèques, lieu de naissance d'un grand nombre de musiciens et compositeurs éminents, furent désignés au XVIII^e siècle, sans aucun doute à juste titre, comme „conservatoire européen“. A la fin du XIX^e siècle, les Tchèques furent désignés, à la suite d'un recensement statistique, comme le peuple le plus cultivé de l'Autriche-Hongrie.

La guerre de Trente Ans et J. A. Komenský

La guerre de Trente Ans représenta un désastre non seulement pour les pays tchèques, mais également pour toute l'Europe centrale. Ses conséquences contraignirent beaucoup de ses habitants, souvent les meilleurs, à s'exiler pour des raisons confessionnelles. L'un des plus connus, Jan Amos Komenský (Comenius), est un personnage qui, grâce à son oeuvre pédagogique importante, fut appelé dans le monde entier „père de l'éducation moderne“. De nos jours encore, les pédagogues de différents pays reconnaissent son héritage. Il nous a légué son approche de l'éducation des enfants et des adultes toujours valable et intéressante de nos jours.

Surmonter les conséquences terrifiantes de la guerre de Trente Ans fut un processus très difficile et assez long. Non seulement le pays fut dévasté par la guerre mais les pertes culturelles furent importantes. Une grande partie du peuple tomba en servitude aux condottieres étrangers. Ils obtinrent de l'empereur en récompense de leurs services militaires non seulement des titres de noblesse, mais aussi de grandes propriétés confisquées à la noblesse tchèque non catholique exilée parce qu'elle n'avait pas voulu se convertir au catholicisme. Cette nouvelle noblesse du pays n'avait rien en commun avec le peuple, en général, même pas la langue.

Ayant perdu la plupart de leur noblesse utraquiste et un grand nombre de personnalités culturelles et de savants, les Tchèques parvinrent avec difficultés à retrouver leur niveau d'évolution culturelle.

Or, la misère force souvent les gens à rechercher des voies pour mettre en valeur leur potentiel, et les Tchèques surent trouver assez de force pour se faire valoir non seulement comme musiciens, peintres, sculpteurs et autres artistes, mais aussi comme artisans forts habiles et inventifs. De nos jours, nous admirons dans les châteaux tout ce qu'ils surent réaliser pour leurs seigneurs, sans que leurs noms ne soient même mentionnés. Grâce à l'habileté des artisans tchèques mis en valeur dans le domaine de l'industrie naissante ainsi que dans d'autres branches d'activité, l'aptitude des Tchèques fut reconnue dans le domaine économique.

La nation tchèque et la démocratie

Le peuple n'a pu commencer à déterminer son propre destin qu'à la suite de la Révolution française en 1789 qui ouvrit la voie à une organisation plus démocratique de la société. Dans certains pays les

peuples durent lutter pour la démocratie pendant une période relativement longue. Un premier pas en avant fut réalisé grâce aux réformes de l'Empereur Josef II. Le XIX^e siècle en Europe, ainsi que dans les pays de Bohême, devint une période d'élimination des barrières sociales et d'ouverture qui permirent aux peuples d'exprimer leurs opinions par les voix électorales d'abord et de déterminer leur avenir grâce à diverses activités associatives ensuite.

Ce n'est qu'au XIX^e siècle que nous pouvons parler des Tchèques comme d'une nation. En général, la nation est considérée comme une communauté de personnes ayant conscience de sa collectivité nationale, ceci fut observable chez les Tchèques dès le début du XIX^e siècle, pendant le processus de la „renaissance nationale tchèque“.

A cette époque les Tchèques vivaient dans „leur“ Royaume de Bohême, Margraviat de Moravie et Duché silésien, et faisaient partie de l'Empire autrichien qui était un état multinational dominé par la dynastie Habsbourg siégeant à Vienne. Le Royaume de Bohême avait une existence formelle, mais le monarque Habsbourg était considéré avant tout comme empereur autrichien. Le souverain ne cessa jamais de soupçonner les Tchèques, voyant en eux toujours les descendants de l'hérétique Jan Hus.

Il n'y avait personne à la cour impériale pour prendre parti pour les Tchèques, car une grande partie de la noblesse des pays tchèques était étroitement liée à la dynastie Habsbourg et en dérivait leur propre avenir. Les Tchèques étaient trop enclins à la démocratie avec toutes les conséquences qui pouvaient en découler et la noblesse tchèque (sauf quelques exceptions) ne le tolérait pas.

Grâce à l'esprit révolutionnaire du XIX^e siècle, la démocratie commençait à ouvrir les portes à la mise en valeur des gens du peuple qui devinrent des citoyens jouissant de tous les droits d'un état modernisé. Les classes au pouvoir dans les grandes puissances, ayant senti cette tendance, se rassemblèrent contre tout ce qui devait reprendre les idées révolutionnaires et démocratiques de l'époque précédente. La „Sainte-Alliance“, la France, la Prusse, l'Autriche et la Russie, devait gouverner en collaboration avec la Grande-Bretagne dans l'esprit du „concert des puissances“, contre le renouvellement des idées révolutionnaires. Néanmoins, la lutte contre les idées n'est jamais facile, elle est plutôt assez difficile.

Peu à peu, les Tchèques commençaient à conquérir leurs droits de citoyens par un travail systématique, par l'emploi de leurs connaissances et par leur sentiment national. Il est intéressant de voir à quel point ils sont parvenus à s'inspirer des expériences d'autres nations européennes.

La conception tchèque de l'organisation d'une société démocratique moderne avait dès le début une dimension européenne, pas seulement du point de vue des idées, et ce malgré une démarche toujours adaptée aux conditions particulières de la monarchie des Habsbourg.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, les démocrates radicaux tchèques trouvaient de l'inspiration dans les idées de la résistance nationale irlandaise contre l'occupation britannique, et ils nommèrent leur association selon le modèle irlandais „Repeal“. L'effort du peuple italien, visant à libérer le pays des occupants étrangers et à s'unifier, inspira le fondateur de l'association sportive nommée „Sokol“. Les chemises rouges des uniformes des sportifs Sokol faisaient allusion aux luttes des troupes de Garibaldi en Sicile, même si Sokol n'avait pas de lutte armée dans son programme. Dans le même ordre d'idées, l'appellation du mouvement secret „Maffie“ au début de la première guerre mondiale fut inspirée du nom de l'organisme secret italien, même si les formes de la lutte des carbonaros italiens ne furent pas imitées.

Grâce à ses dirigeants d'une culture européenne assez élevée, la renaissance nationale tchèque véhicula un esprit de liaison du destin des Tchèques avec les événements européens et c'est pourquoi les représentants de cette renaissance suivirent attentivement le développement en Europe, cherchant des rapports avec les forces qui puissent aider la nation tchèque à atteindre la liberté et la croissance. Cette voie ne fut pas facile, mais les Tchèques se révélèrent très inventifs.

Ils portèrent une attention extraordinaire à la formation, dans ce domaine, un grand rôle est attribué aux enseignants des écoles provinciales, souvent appelés „patriotes perdus“, à leur côté les prêtres patriotes faisant front à l'attitude opposée de leurs supérieurs. Ils étaient encouragés dans leurs efforts par la publication des livres en tchèque et par leur distribution non seulement à Prague mais aussi dans les provinces.

Notamment furent traduites les oeuvres littéraires mondiales les plus marquantes, les oeuvres latines, les livres contemporains français, allemands, anglais, italiens ou russes, ainsi que la littérature des autres nations. Ces traductions aidèrent le lecteur tchèque à connaître la vie des autres peuples et à apprendre à les comprendre et à voir la différence entre eux. Seulement peu à peu le lecteur tchèque eut accès à une littérature tchèque de qualité, au fur et à mesure que la langue tchèque

revenait des provinces et des faubourgs aux grandes villes et s'enrichissait en absorbant par exemple des connaissances scientifiques pour lesquelles de nouveaux termes tchèques durent être trouvés.

Les Tchèques et l'Autriche en Europe

Un tournant important dans l'histoire du XIX^e siècle européen fut l'année révolutionnaire 1848 qui ouvrit la voie à la reconstruction des états dans l'esprit démocratique. A Prague, de différents changements eurent lieu d'une manière démocratique, par l'intermédiaire de réunions publiques et d'élections d'abord, puis par des négociations entre les représentants du peuple tchèque et ceux du gouvernement général. Ce procédé fut très apprécié par František Palacký, il fut le reflet d'un certain degré d'évolution démocratique de la représentation politique tchèque naissante et de la société en général.

En comparant avec Vienne, la situation à Prague était tranquille, ce qui fut profitable au commandant local, le général Windischgrätz. En effet, il provoqua des bagarres de rue et des luttes d'abord, et en les réprimant violemment en employant l'artillerie il gagna les louanges de la cour viennoise et plus tard le „bâton de maréchal”. Ce fut la première victoire de l'acte d'autorité sur le mouvement révolutionnaire en Autriche et les Tchèques furent critiqués pour ne pas avoir lutté de manière plus systématique.

Par contre, on oublie souvent que les députés tchèques, lors des assises tenues à Kroměříž déplacées de Vienne, présentèrent le projet d'une constitution qui devait permettre d'amorcer la reconstruction de l'Autriche, en la faisant passer d'une monarchie multinationale à un état moderne pouvant jouer un rôle important dans la politique européenne. Par une démocratisation de l'organisation de l'état, y compris le respect des droits des nations et des minorités, la monarchie autrichienne aurait pu devenir un modèle de l'état européen moderne et un élément important dans la politique européenne du XIX^e siècle.

A cette époque František Palacký prononça son opinion: „Si l'état autrichien n'existait pas depuis toujours, nous serions amenés, dans l'intérêt de l'Europe, voire de toute l'humanité, à mettre tout notre zèle à le créer“. Cette attitude fut désignée comme „austroslavisme“ et souvent critiquée lors des débats politiques. Pourtant, il s'agissait de comprendre la dimension européenne du destin de la nation tchèque et la nécessité de créer une organisation démocratique en Europe centrale dans l'intérêt de la nation tchèque. Or, le projet apparut beaucoup trop tôt pour être réalisable.

Ces propositions étant à peine acceptables pour la dynastie des Habsbourg, celle-ci réprima la révolution et le retour vers l'ancien ordre amorça le déclin de l'Autriche comme grande puissance. Ce déclin fut achevé vers la fin de la première guerre mondiale non seulement par sa défaite, mais aussi par une désintégration totale de l'empire, causée justement par le manque du respect de sa structure multinationale.

Paradoxalement ce sont les députés tchèques – Palacký, Havlíček, Rieger et d'autres – qui s'appliquèrent à mettre l'Empire autrichien sur la voie de la modernisation et ainsi participer à la survie de la monarchie Habsbourg si impopulaire. Ce sont les représentants tchèques de l'époque comprenant le contexte européen plus large qui cherchèrent, en modernisant la monarchie, une voie vers l'épanouissement de la nation tchèque. Ils étaient conscients des tensions de pouvoir croissantes dans le centre de l'Europe dont la domination était l'objet principal des efforts déployés non seulement par l'Autriche, mais aussi par la Russie tsariste, la Prusse en développement, l'Allemagne et sans doute aussi par la France ou la Grande Bretagne qui avait toujours essayé de s'ingérer dans la politique européenne dont la preuve fut sa participation à la Sainte-Alliance et l'imposition de sa politique ultraconservatrice.

C'était précisément la modernisation de l'Autriche qui aurait pu affermir sa position de grande puissance, mais en même temps donner aux nations peuplant son territoire une possibilité d'épanouissement moderne et renforcer ainsi l'état qui pourrait devenir le leur et non une „prison des nations“. Comme c'était jadis le cas du projet de paix européenne présenté par Georges de Poděbrady, ces idées indiquèrent une bonne direction de développement ultérieur des nations européennes. En effet, cette voie ne fut adoptée qu'au XX^e siècle par le processus d'intégration européenne, mais entre-temps les nations européennes durent subir deux guerres mondiales aux conséquences désastreuses.

Les représentants politiques tchèques étaient conscients du caractère erroné de la politique de la monarchie concentrée sur le réaménagement de l'Empire autrichien en Autriche-Hongrie dualiste. Ce fut encore František Palacký qui mit en garde contre une telle démarche, écrivant dans sa réflexion au sujet de „L'idée de l'état autrichien“: „Nous, les Slaves, regarderons au-devant de ces événements avec une vive douleur, mais sans crainte. Nous existions avant l'Autriche et nous existerons même après.“

La seconde moitié du XIX^e siècle vit une croissance dangereuse des tensions de pouvoir en Europe. Après la guerre de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark, après les luttes en Italie, après la guerre entre la Prusse et l'Autriche et entre la Prusse et la France, ainsi qu'après les conflits et les guerres dans la péninsule des Balkans, deux

blocs de pouvoir se formèrent peu à peu, risquant d'aboutir à un conflit beaucoup plus grave. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie formèrent la Triplice, et la France, la Russie et la Grande Bretagne formèrent la Triple Entente.

Pour la démocratisation de l'administration autonome

Les hommes politiques tchèques n'ayant pas la possibilité d'agir sur ces activités publiques ou secrètes, se concentrèrent sur le développement économique et culturel du pays et sur les efforts visant à démocratiser l'administration autonome locale, contribuant ainsi à la modernisation de l'organisation de l'état. Les pays tchèques devinrent la partie la plus développée de la monarchie des Habsbourg, la preuve sans équivoque de cet essor de l'économie nationale fut les expositions économiques et les relations commerciales florissantes avec un grand nombre de pays européens, même avec des pays d'outre-mer.

Il est bien logique que cet essor considérable demandait une main-d'oeuvre qualifiée, non seulement dans le domaine de l'industrie, c'est pourquoi les Tchèques étaient bientôt les bienvenus dans toute la monarchie comme d'habiles artisans. Une première banque tchèque fut créée sous le nom singulier de „Živnostenská banka“ („Banque artisanale“), qui pénétra avec succès non seulement toute la monarchie, mais également les Balkans.

Une vie sociale active se développait dans les villes tchèques et le sentiment national allait croissant, se manifestant par la création d'associations d'orientation les plus diverses. Les étudiants s'associaient, contribuant ainsi à la fondation de bibliothèques et de salles de lecture, un mouvement amateur existait dans le domaine du théâtre, renouant avec la tradition du théâtre de marionnettes des éveilleurs nationaux tchèques, d'après le modèle pragois des centres d'art étaient fondés, des bals devenaient les événements importants de la vie sociale en ville, des lycées où l'enseignement étaient dispensé en langue tchèque furent créés, même l'Université Charles fut divisée en deux parties - tchèque et allemande.

Dès le début, l'activité associative fut régie par les principes démocratiques, tous les membres avaient une seule voix et se tutoyaient, tous les fonctionnaires devaient être élus au suffrage sur la base de principes démocratiques. Les femmes tchèques avaient également le droit de participer à la vie associative. Tout ce qui était refusé ou même interdit par le gouvernement viennois était accepté par le peuple avec sympathie.

La formation du sentiment national s'appuya sur la connaissance de l'histoire nationale et ce ne fut pas par hasard que František Palacký, historien du Royaume de Bohême, fut considéré comme „le père de la nation“. La tradition renoua avec tout ce qui était positif et démocratique dans le passé des Tchèques, c'est pourquoi, entre autres, les membres d'associations tchèques se tutoyaient et s'appelaient „frère“ et „soeur“.

La société tchèque se forma presque complètement sans participation de la noblesse, c'est pourquoi le procès de la prise de conscience nationale tchèque se déroula de façon très démocratique, mais en même temps il manqua quelque peu d'assurance. On peut dire qu'il s'agissait du mouvement le plus démocratique en Europe et cela peut être la raison pour laquelle le mouvement ouvrier naissant ne resta jamais à l'écart de ce courant démocratique national, bien que naturellement des attitudes différentes et des contradictions apparurent.

Mouvement „Sokol“

Dans le processus mentionné, il faut reconnaître le grand mérite qu'avait l'association appelée „Sokol“ („Faucon“, symbole de la liberté et du courage), mouvement des sportifs qui voulaient, selon le modèle grec d'antiquité de „kalokagathia“, développer le corps et l'esprit selon les devises „Un esprit sain dans un corps sain“ et „Sois fort – sers ta patrie“. A côté des moniteurs des groupes sportifs on choisissait aussi des éducateurs non seulement pour les jeunes, mais aussi pour les adultes. Des excursions étaient organisées pour faire connaître aux gens des sites qui avaient joué un rôle important dans l'histoire du pays, ce qui renforça considérablement le sentiment national. Dans le même ordre d'idées, les fêtes foraines d'origine religieuse commençaient à céder la place aux rassemblements d'éducation populaire. A l'occasion des fêtes, les hommes et les femmes „Sokol“ s'habillaient en uniformes dont les chemises rouges des hommes était le symbole de la dimension européenne de leurs activités.

Le mouvement „Sokol“ tenait à respecter tous les principes démocratiques, sans pour autant tendre vers le chauvinisme comme en Allemagne ou comme les habitants allemands des pays tchèques et de toute la monarchie austro-hongroise. Le mouvement national tchèque paraissait garder une certaine tolérance nationale et un respect religieux mutuel, non seulement par rapport à l'histoire, mais aussi parce que les membres étaient issus de la classe ouvrière et ils ne sombrèrent pas dans la haine nationale qui avait toujours affaibli leur mouvement organisé pour la justice sociale.

Les „Sokol“ réussirent toujours à nouer des rapports amicaux avec des organismes sportifs similaires des autres pays, surtout grâce à la gymnastique que les Tchèques vivant à l'étranger développaient, suivant l'habitude de leur pays natal, organisant des rencontres et événements sportifs. Ces activités étaient souvent accompagnées de prise de contacts commerciaux, ce qui permit de présenter les pays tchèques comme une région européenne possédant une culture développée, jusque-là peu connue car les Tchèques ne pouvaient voyager qu'avec un passeport austro-hongrois.

Prague – centre culturel européen

Peu à peu, une situation paradoxale se produisit. Prague était toujours appelée „Capitale royale“, même si le Royaume de Bohême ne représentait qu'une partie de l'Autriche-Hongrie et n'avait pas sa propre représentation diplomatique à l'étranger. Au forum international, la monarchie Habsbourg était représentée uniquement par l'Empereur qui était officiellement le roi tchèque, bien que n'ayant jamais été couronné en Bohême, à la différence par exemple de la Hongrie.

Or, du point de vue de l'intérêt européen, Prague se tenait toujours au premier plan en tant que centre culturel ancien et reconnu, maintenant des rapports avec d'autres grandes villes. Entre autre, l'université la plus ancienne au nord des Alpes siégeait à Prague, divisée en deux parties, tchèque et allemande. En même temps, Prague était connue comme le centre le plus important des pays tchèques – de la partie la plus développée de la monarchie du point de vue économique, et les contacts économiques devenaient de plus en plus importants, se développant souvent indépendamment de l'attitude des représentants politiques.

Le gouvernement viennois tendait depuis longtemps à ne pas autoriser les représentations consulaires à Prague, mais il devint impossible de résister à la tendance vers le développement des rapports consulaires de l'époque. Au début du nouveau siècle, Prague devint, malgré l'opposition de Vienne, le siège d'un grand nombre de consulats, non seulement celui des Etats-Unis, qui ne prit en charge que les affaires de leurs citoyens d'origine tchèque, mais surtout de consulats des pays européens, même des grandes puissances.

Tandis que les rapports économiques de Prague avec les capitales des autres pays européens se développaient rapidement et avec succès, le développement des contacts sociaux était encouragé surtout par les

„Sokol“. Ceux-ci invitaient à Prague des groupes des „Sokol“ américains, établis par des émigrés tchèques installés aux Etats-Unis. Plus tard les événements sportifs traditionnels des „Sokols“ à Prague (rassemblements de masse appelés „slet“, ce qui signifie la „nuée d’oiseaux“) furent fréquentés également par des groupes délégués des organismes sportifs similaires de France, de Croatie, de Pologne, de Slovénie, de Serbie et plus tard aussi du Monténégro, de Bulgarie, du Danemark et d’autres pays.

Dans ce contexte, les rapports avec les administrations municipales des grandes villes de ces pays se développaient, non seulement du point de vue économique, mais aussi politique et social, car la situation d’un grand nombre de ces villes était aussi difficile que celle de Prague. Prague noua des relations amicales avec Zagreb en Croatie, Ljubljana en Slovénie, Varsovie et Cracovie en Pologne, Vilnius en Lituanie, Riga en Lettonie, Tallinn en Estonie, Helsinki en Finlande, mais aussi avec Dublin en Irlande et Oslo (Kristiania à l’époque) en Norvège.

Indépendamment, les informations concernant la politique intérieure tchèque s’infiltraient peu à peu dans le monde extérieur, ainsi que, par exemple, les controverses scientifiques sur l’authenticité des manuscrits anciens, présentèrent la société tchèque comme très démocratique, mais aussi évoluée au point de vue idéologique, rejetant des falsifications qui devaient enrichir son passé. De même, l’affaire dans la presse pour un procès juste pour le jeune homme juif accusé d’avoir assassiné une jeune fille tchèque, prouva que la société tchèque n’était pas chargée d’un antisémitisme primitif, se penchant au contraire en général du côté de la justice démocratique. Dans les deux cas, un grand rôle fut joué par le député tchèque T. G. Masaryk dont le nom devint ainsi très connu dans les milieux politiques européens.

Les Tchèques et la politique européenne

Au début du XX^e siècle, le monde connaissait déjà les pays tchèques et comptait sur eux comme sur une partie intégrante de l’Europe. Pourtant la voie vers la création d’un état tchèque indépendant était toujours assez difficile et cet objectif paraissait être bien lointain encore. De ce fait, le peuple tchèque s’intéressa beaucoup aux questions internationales, car il se rendait compte de plus en plus que son destin était étroitement lié à l’évolution européenne.

La dépendance croissante de l’Autriche-Hongrie vis-à-vis de l’Allemagne qui ne dissimulait pas ses desseins d’expansion, risquait

d'entraîner les soldats tchèques dans une guerre au nom de la monarchie, même s'ils n'y avaient pas le moindre intérêt. Concernant la guerre menaçant l'Europe, leurs sympathies étaient plutôt penchées du côté de la Triple Entente qui commençait à se former entre la France, la Russie et la Grande Bretagne.

Des luttes dans les Balkans ayant éclaté, il était logique que le peuple tchèque fut du côté des peuples slaves luttant pour la liberté et contre la domination turque, le gouvernement viennois, lui, était l'allié de la Turquie. La monarchie Habsbourg avait toujours considéré les Balkans comme une région d'intérêt particulier, occupant la Bosnie-Herzégovine et ayant la Slovénie et la Croatie sous sa domination depuis plus longtemps ainsi que beaucoup d'autres régions balkaniques, y compris toute la côte est de la mer Adriatique.

La coopération des peuples Slaves aux Balkans fut réprimée par le gouvernement viennois de différentes manières. Ce fut à nouveau le député tchèque T. G. Masaryk qui défendit en public les Croates, mis devant le tribunal de la monarchie pour des activités subversives, et cette défense trouva un grand écho en Europe. Les Tchèques devinrent ainsi logiquement les alliés des peuples Slaves du Sud.

Il n'était pas par hasard que les manœuvres militaires provocatrices en Bosnie-Herzégovine devinrent le cadre de l'attentat contre le dauphin austro-hongrois et qu'il offrit au gouvernement viennois, soutenu par le gouvernement de l'Empire germanique, un prétexte opportun à la déclaration de la guerre au Royaume serbe, accusé ainsi de complicité dans l'attentat.

Les tentatives de T. G. Masaryk de servir d'intermédiaire entre Vienne et Belgrade où il était reçu avec amitié et confiance, restèrent sans succès. L'ultimatum du gouvernement viennois adressé à la Serbie représenta le premier acte diplomatique visant ouvertement à l'éclatement de la guerre qui se transforma bientôt en guerre mondiale, laquelle, entre autre, contribua à la désintégration de l'Autriche-Hongrie et, par concours de circonstances donna lieu à la création de l'état tchèque indépendant.

Contre la guerre

La plupart des Tchèques n'étaient pas pour la guerre, ayant plus de sympathie pour les luttes vaillantes des Serbes que pour leur „patrie“ Habsbourg. La preuve la plus marquée fut apportée par les soldats tchèques détachés au front qui, à la différence des appelés allemands

partants à la guerre avec fanfares triomphantes, ne manifestaient pas le moindre enthousiasme à donner leurs vies pour l'Empereur. Dans la presse officielle, ils étaient accusés de lâcheté, pourtant il s'agissait d'une expression de leur sentiment national. Nombreux d'entre eux le prouvèrent plus tard directement dans les combats, en passant volontiers en capture au front russe ou serbe.

Seulement une petite partie de la représentation politique tchèque décida de prendre l'attitude univoque de refus de la politique gouvernementale. Un organisme secret se forma sous le nom de „Maffie“, dont les membres, persuadés que l'Autriche-Hongrie connaîtrait la défaite, étaient prêts à oeuvrer dans ce but.

Le début de la guerre n'indiqua guère une fin proche, pourtant l'analyse de la situation internationale laissait voir que la supériorité passerait peu à peu du côté de la Triple Entente et que sa victoire pourrait apporter la liberté et l'indépendance au peuple tchèque.

Il n'était pas facile de délaissier l'orientation vers une modernisation de l'Autriche-Hongrie persistant depuis l'époque de Palacký et de se tourner vers la voie de sa désintégration. Néanmoins, une analyse sérieuse de la situation internationale montrait que les antinomies intérieures de l'Autriche-Hongrie s'accroissaient à tel point que l'on ne pouvait même pas s'attendre à une autre solution. La seule issue de la situation existante était de lutter pour un état libre et indépendant.

Lorsque les représentants principaux de la résistance tchèque établirent le Conseil national à l'étranger, celui-ci se proposa de créer un état commun Tchécoslovaquie, ce qui fut beaucoup plus difficile que les efforts de libérer le Royaume de Bohême de la dépendance autrichienne. L'initiateur principal de cette démarche fut T. G. Masaryk, soutenu par le Slovaque M. R. Štefánik qui fut conscient dès le début du fait que non seulement la guerre apporterait de durs combats aux fronts, mais aussi qu'il en résulterait des modifications fondamentales de la carte géographique de l'Europe.

A priori il peut sembler que les Tchèques ne pouvaient rien apporter de nouveau aux objectifs guerriers de la Triple Entente, du côté de laquelle le Conseil national tchécoslovaque se rangea et acquit peu à peu sa confiance et son soutien au niveau diplomatique. Lorsque T. G. Masaryk fut nommé professeur à l'Université de Londres au début de la guerre, il y prononça un discours d'entrée au sujet du „Problème des petites nations dans la crise européenne“.

Il est facile d'imaginer que dans leurs réflexions sur les objectifs de la guerre les gouvernements des grandes puissances ne pouvaient guère essayer de résoudre la question des petites nations. Or, on ne saurait exclure l'opinion que l'exposé de Masaryk, bien raisonné et très bien reçu, a attiré l'attention des représentants politiques britanniques non seulement sur le problème complexe de la Serbie et des Balkans, mais aussi sur celui de l'Irlande et de certains petits états continentaux entraînés dans le conflit. Bientôt, quand les négociations diplomatiques furent entamées, les parties combattantes, contraintes par les Etats-Unis, durent rendre publics leurs projets guerriers. Le document correspondant mentionnait les problèmes des petits pays et des nations toujours manquant de liberté, notamment les Tchèques et les Slovaques.

La Résistance

La lutte pour la libération nationale représentait depuis un certain temps un facteur important de l'évolution politique internationale et il était impossible de croire qu'elle ne trouve pas son écho dans les événements guerriers. Une des expériences de la guerre fut la déclaration du droit des nations à l'autodétermination qui, après la guerre, apporta de nombreux changements au niveau de la carte de l'Europe dans le cadre des traités de paix.

La position internationale du Conseil national tchécoslovaque n'était pas facile, même si ses représentants, Masaryk, Štefánik et Beneš, finirent par réussir à acquérir sa reconnaissance en tant qu'organisme représentant les Tchèques et Slovaques prétendant à l'existence d'un état indépendant. Ils ne pouvaient pas compter sur un soutien important dans leur patrie, à cause de la menace qui planait sur les résistants au niveau national, mais aussi à cause de la précaution de certains hommes politiques. Par contre les soldats tchécoslovaques combattant en France, en légions surtout en Russie et plus tard aussi en Italie, furent d'un grand support. La représentation tchécoslovaque n'était plus qu'un combattant au champ diplomatique, mais disposait aussi de sa propre armée et put être reconnue comme „allié combattant“. Dans ce domaine, le Conseil national tchécoslovaque était bien assisté par les légionnaires tchécoslovaques, qui savaient très bien pourquoi ils luttaient. Sur tous les fronts, ils faisaient preuve d'héroïsme et de discipline, mais aussi de capacité d'impromptu, ce qui était particulièrement important en Russie agitée d'événements révolutionnaires multiples.

Selon la directive du Conseil national tchécoslovaque, les légions en Russie en 1918 devaient garder une stricte neutralité dans la situation existante qui était compliquée et confuse. Les légions furent entraînées dans les combats malgré elles, mais finalement l'orientation politique de leur direction se montra juste, car la politique de l'intervention échoua rapidement.

Le bien-fondé de la position tchécoslovaque fut confirmé en 1922 par la grande conférence internationale tenue à Gênes, cherchant une issue à la situation absurde. Les initiatives que le président et le gouvernement tchécoslovaques adressèrent à ses dirigeants la veille se montrèrent justes, même si on ne réussit pas totalement à les faire valoir.

La reconnaissance diplomatique de la Tchécoslovaquie dès la veille de la première guerre mondiale représenta un grand succès de la résistance extérieure et en même temps une évaluation des qualités du gouvernement tchécoslovaque provisoire dans le domaine diplomatique. Cela exigeait des efforts énormes de tous ses membres, liés aux voyages alors pénibles non seulement en Europe, mais aussi en Sibérie ou en Amérique.

Pourtant, les défenseurs de l'affaire tchécoslovaque à l'étranger surent établir non seulement les éléments de base de l'orientation de la politique extérieure tchécoslovaque, mais aussi préparer une esquisse idéologique de la future organisation politique du nouvel état.

La „Déclaration de l'indépendance“ du 18 octobre 1918, connue selon l'endroit de sa proclamation comme „Déclaration de Washington“ et comportant les idées fondamentales de l'ordre constitutionnel d'après-guerre dans le nouvel état, peut être classée parmi les documents les plus démocratiques de l'époque.

Le nouvel état devait devenir une république, bien que la forme d'état prédominant alors dans le monde était la monarchie. On envisageait le respect des droits de l'homme, comme suffrage universel, égal pour les hommes et les femmes, y compris le référendum, représentation proportionnelle et droits égaux pour les minorités, garantie du droit de réunion et de requête, liberté de presse, réformes sociales et économiques, ainsi que la mise en valeur d'autres principes démocratiques.

Le texte de la déclaration fut rédigé par le président du Conseil national tchécoslovaque T. G. Masaryk, qui à son retour à la patrie libérée à la fin de 1918, fut élu le premier président de la République tchécoslovaque.

La Tchécoslovaquie

Les événements pragois du 28 octobre 1918 se déroulèrent d'une manière très démocratique. Suite à une manifestation paisible tenue sur la Place Venceslas le pouvoir fut repris par le Comité national dont certains membres avaient en même temps participé à la préparation du nouveau gouvernement tchécoslovaque à Genève. Le changement de situation à Prague fut respecté par les officiers et lieutenants impériaux qui laissèrent le contrôle de la situation et l'administration de la ville aux représentants du Comité national. La reprise du pouvoir fut aussi pacifique dans d'autres villes en Bohême, en Moravie et en Silésie.

Bien que l'ordre instauré en Europe après la guerre par la conférence de Versailles fut souvent critiqué, les traités de paix fixant la position du nouvel état (République tchécoslovaque) au niveau du droit international représentaient une grande contribution non seulement pour les Tchèques et les Slovaques, mais dans leur ensemble ils faisaient partie des éléments positifs découlant de la conférence pour l'Europe. La Tchécoslovaquie était généralement reconnue comme un facteur stabilisant de la politique européenne et ce ne fut pas par hasard qu'elle fut désignée dans la presse internationale comme une île démocratique au milieu de l'Europe.

Comme d'habitude, les Tchèques s'efforçaient de résoudre tous les problèmes d'une manière très systématique et à fond. De ce fait, tous les titres de noblesse furent abolis, pour appliquer sans exception l'égalité de tous les citoyens. Cette décision fut marquée d'un certain élément révolutionnaire, mais elle fut aussi le reflet d'une méfiance vis-à-vis de la noblesse chez le peuple tchèque, car celle-ci, pour la grande majorité, s'appuyait sur la dynastie Habsbourg et restait, sauf exceptions, indifférente vis-à-vis des revendications nationales du peuple tchèque, cette attitude l'excluant en général de ses rangs.

Parallèlement à l'établissement de la constitution démocratique, une réforme agraire fut élaborée. Celle-ci devait permettre un changement de la situation dans les campagnes et renforcer, d'un point de vue économique et politique, la position de petits et moyens paysans en réduisant l'influence des grands propriétaires terriens. Cela concernait naturellement la noblesse qui était composée de grands propriétaires fonciers, de propriétaires de forêts, d'étangs et de terres agricoles. Or, la réforme laissa aux nobles une partie importante de leurs biens pour leur permettre d'entretenir leurs résidences faisant partie du patrimoine national d'une grande valeur.

Grâce à son caractère démocratique, la Tchécoslovaquie était souvent un lieu d'asile pour les immigrants venant des pays voisins non

démocratiques. En effet, il s'avéra que le sentiment national apporte des fruits très positifs s'il est lié à une organisation démocratique de la société, mais d'un autre côté il peut devenir sous forme nationaliste une arme idéologique de la politique expansive des régimes autoritaires.

L'idée de l'„Union démocratique centre européenne“, préparée par T. G. Masaryk en collaboration avec les émigrés des pays centre européens vers la fin de la guerre et présentée au président Wilson, ne fut pas réalisée. Le sentiment national d'un grand nombre de nouveaux pays centre européens se transformait en nationalisme et dans ces circonstances l'idée d'une union démocratique ne pouvait pas être réalisée. Les modifications des frontières nationales fixées par les traités de paix n'étaient pas sans erreurs, c'est pourquoi de nouveaux points de conflit appurent au lieu d'anciennes tensions.

La diplomatie tchécoslovaque

La diplomatie de l'état en construction était bien consciente de la complexité des devoirs en Europe re-organisée, mais en même temps elle pouvait renouer avec le succès important de la résistance extérieure dans le domaine diplomatique. L'„Union démocratique centre européenne“ comme modèle de la nouvelle coopération en Europe centrale ne fut pas réalisée, car de nombreux pays d'Europe centrale furent dominés par le nationalisme mettant en danger la paix fragile.

Le devoir de premier rang pour la politique extérieure tchécoslovaque était naturellement d'assurer la sécurité de la frontière nationale. De ce fait, ses représentants s'orientaient vers une collaboration avec la Yougoslavie naissante (au début comme Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) et avec la Roumanie, la plus menacée par le révisionnisme des gouvernements de la Hongrie voisine contestant le Traité de paix du Trianon.

C'est pourquoi les premières démarches de la Tchécoslovaquie avec la Yougoslavie et la Roumanie s'orientèrent plutôt vers le domaine militaire, même si à long terme on envisageait une collaboration universelle. Cette alliance, appelée dérisoirement „Petite Entente“ dans la presse hongroise, devint bientôt un partenaire diplomatique reconnu et bienvenu dans la politique européenne. La coopération politique de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Roumanie se développa systématiquement au niveau du forum international dans le but d'assurer la paix et la sécurité en Europe. En même temps, on cherchait des moyens d'approfondir le concours économique des trois alliés comme une unité supranationale.

La question de la sécurité nationale est placée à la première place de la conception de la politique extérieure de chaque pays. La diplomatie tchécoslovaque renoua avec les expériences de la période de guerre et était bien consciente du lien entre la sécurité de la Tchécoslovaquie et la sécurité de toute l'Europe. C'est pourquoi le pays participa dès le début à la „Société des Nations“, organisme international qui devait, dans le cadre des traités de paix, chercher les moyens d'assurer la paix sur tout le continent. La Tchécoslovaquie s'y inscrivit d'une façon très digne dépassant les dimensions de son territoire.

À côté de l'organisme international, la sécurité nationale devait être assurée par les traités d'alliance. Durant la période de guerre, la France fut le pays qui soutint les efforts du Conseil national tchécoslovaque visant à la libération et à l'établissement d'un état indépendant, c'est pourquoi on comptait sur elle avant tout. Or, la Tchécoslovaquie ne pouvait pas suivre la politique dure de la France envers l'Allemagne vaincue qui restait le voisin le plus important de la Tchécoslovaquie et avec laquelle il fallait donc entretenir de bonnes relations et une collaboration mutuellement profitable. De ce fait, le traité d'alliance avec la France ne fut conclu qu'au milieu des années 1920 quand de nouvelles formes de collaboration des nations européennes furent trouvées.

Dès le début, le gouvernement tchécoslovaque veillait à entretenir de bonnes relations de voisinage avec l'Autriche, y compris la neutralisation des expériences désagréables passées. En cela, un grand soutien lui était apporté par le président Masaryk qui s'appuyait sur ses bonnes relations personnelles d'avant guerre avec de nombreux hommes politiques de la nouvelle Autriche.

Par exemple, Prague aida les habitants de Vienne à se procurer des aliments et des provisions de charbon dont ils manquaient pendant le premier hiver. Les rapports mutuels reçurent enfin une forme contractuelle ce qui posa les bases du bon voisinage.

Les rapports avec la nouvelle Pologne étaient dès le début altérés par le conflit concernant la frontière, finalement résolu par les grandes puissances en adoptant le projet de compromis du gouvernement tchèque. Les différentes tentatives de la diplomatie tchèque visant à l'amélioration des rapports mutuels se heurtaient au désintéressement du gouvernement polonais, notamment après que le maréchal Józef Piłsudski ait pris le pouvoir à la tête du régime autoritaire.

Les rapports entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie dépassaient difficilement le conflit qui marqua la naissance des deux nouveaux états après la guerre. Les organes du gouvernement hongrois ne voulaient pas se résigner aux conditions assez dures fixées par le traité de paix. Seule

une pression diplomatique liée à une intervention militaire des grandes puissances força la Hongrie à s’y soumettre. Deux tentatives d’intrôniser l’ancien empereur austro-hongrois, Charles I^{er} au trône royal hongrois libre eurent lieu. Charles I^{er} se fit couronner roi hongrois pendant la guerre et ses tentatives représentèrent une démarche décisive vers la reconstitution de la monarchie de la couronne Saint-Etienne dans le volume d’avant-guerre. Tout cela confirmait le bien-fondé de l’alliance et de la coopération des pays membres de la Petite Entente.

Nations et nationalités en République tchécoslovaque

A la demande des habitants de la Ruthénie subcarpathique, la conférence de Versailles décida d’annexer cette région à l’état commun des Tchèques et des Slovaques. Ainsi, cette partie d’Europe put adopter la voie d’une évolution démocratique et s’intégrer peu à peu dans un ensemble beaucoup plus évolué. De ce fait, la Tchécoslovaquie gagna une frontière directe avec la Roumanie et leur voisinage était pratiquement sans problèmes, car il s’agissait de deux pays alliés.

En plus du devoir de déployer des efforts tendant vers la paix, la Société des Nations fut chargée de contrôler l’accomplissement des engagements contractuels faits par les nouveaux états dans le but d’assurer les droits des minorités vivant sur leurs territoires. La Tchécoslovaquie était l’un d’entre eux et selon les rapports d’évaluation publiés par cet organisme, le gouvernement tchécoslovaque était un des meilleurs dans ce domaine. La preuve la plus claire en est que les représentants de la plus nombreuse minorité – allemande – entrèrent au gouvernement dès la huitième année de l’existence du nouvel état.

Pourtant, la situation en Tchécoslovaquie n’était pas sans problèmes. Que ce soit sur le territoire tchèque ou slovaque, les minorités ne vivaient pas séparément, par contre elles étaient très entremêlées, rendant le tracé de limites administratives respectant les différentes langues impossible. De plus, en raison de cohabitation à long terme et souvent sans problèmes de différentes minorités, il existait un grand nombre de mariages mixtes.

La Tchécoslovaquie se forma comme pays commun des Tchèques et des Slovaques, mais à cette époque-là beaucoup croyaient qu’il s’agissait en fait d’une seule nation dont les parties se distinguaient par l’aspect linguistique à cause des conditions différentes, par exemple dans le domaine de la scolarité, aux pays tchèques et en Hongrie.

A l'époque où un grand nombre de dialectes existaient dans différentes parties du pays, cette hypothèse paraissait très probable. Le terme „tchécoslovaque“ ne devenait courant que très lentement, par contre dans le domaine des rapports internationaux cette désignation du nouveau pays fut acceptée sans difficulté.

On mentionnait souvent l'exemple de la Suisse où les habitants parlant français, italien et allemand se sentaient citoyens du même pays – la Suisse. Il s'agissait naturellement d'une longue évolution commune. Et nombreux étaient ceux en Tchécoslovaquie qui espéraient qu'au bout d'un demi-siècle les habitants du nouveau pays apprendraient à vivre ensemble et à coopérer.

Compte tenu de la politique de magyarisation suivie par les gouvernements hongrois, les Slovaques n'avaient pas un nombre suffisant de cadres, c'est pourquoi de nombreux spécialistes tchèques partirent en Slovaquie pour assurer le fonctionnement de diverses administrations, cours de justice, chemins de fer, postes etc. D'autres aidèrent en tant qu'enseignants à assurer le travail des écoles du primaire jusqu'à l'université qui fut créée à Bratislava à cette époque-là ainsi que d'autres écoles supérieures.

En ce qui concerne les minorités, la plus nombreuse était la minorité allemande, mais ses membres avaient les mêmes droits que les Tchèques majoritaires. Au bout de huit ans, ses représentants purent entrer en gouvernement commun et participer à l'administration du pays.

Le sud de la Slovaquie était une région habitée par une importante minorité hongroise dont les conditions de vie étaient, dans cette partie du territoire relativement riche et fertile, bien meilleures que celles de la Hongrie voisine. Et grâce au régime démocratique la situation des habitants était aussi beaucoup plus avantageuse dans le domaine de l'éducation et de la mise en valeur personnelle que sous le régime suranné de la Hongrie.

Le gouvernement avait à résoudre des problèmes importants dans le domaine économique. Les pays tchèques représentaient la partie la plus développée de l'Autriche-Hongrie d'un point de vue économique et l'industrie tchèque devait maintenant faire face à la perte d'un grand marché et chercher de nouvelles possibilités auprès de marchés d'autres pays, même sur d'autres continents. La Tchécoslovaquie était un pays au commerce extérieur vif, y compris dans le domaine des importations de matières premières nécessaires, et elle devait faire face à une concurrence dure. La politique extérieure avait donc une importante dimension économique.

La dimension européenne de la diplomatie tchécoslovaque

La tâche principale de la diplomatie tchécoslovaque était d'assurer la sécurité du nouvel état. Une marque de grande appréciation des activités que la Tchécoslovaquie avait menées jusque-là fut la nomination de son ministre de l'extérieur Edvard Beneš au comité des affaires de sécurité au sein de la Société des Nations, présidé par les premiers ministres français et britannique. Le „Protocole sur la solution pacifique des conflits“ préparé par le comité, souvent appelé „protocole de Genève“, fut basé sur 3 principes: arbitrage, sécurité et désarmement. Il fut unanimement agréé par le plénum de la Société des Nations, mais échoua plus tard car le parlement britannique refusa de le ratifier. Or, le système de défense collective basé sur ces trois principes fut gardé comme fondement de toutes les négociations suivantes concernant les questions de sécurité non seulement dans le cadre de la Société des Nations, mais aussi dans celui de l'Organisation des Nations Unies plus tard.

Selon le principe „diviser pour régner“ dans la politique européenne, la Grande Bretagne, lors de la conférence de Locarno par le „Pacte rhénan“, imposa la sécurisation de la frontière entre l'Allemagne et la Belgique ainsi qu'entre l'Allemagne et la France. Néanmoins, la position internationale de la France fut affaiblie, tandis que celle de l'Italie en tant que garant du pacte s'affermirait. De plus, la conférence permit à l'Allemagne, pour la première fois depuis la fin de la guerre, de participer aux négociations internationales comme partenaire égal.

Lors de la conférence, la Tchécoslovaquie ne conclut qu'un contrat arbitral avec l'Allemagne par lequel la frontière tchéco-allemande n'était pas garantie. Par contre, le contrat de garantie avec la France, conclu également à Locarno, ne fut pas classé parmi les documents de la conférence. De ce fait, la diplomatie tchécoslovaque interpréta la politique de Locarno comme un recul par rapport au protocole de Genève visant à trouver une garantie collective de la sécurité de tous les acteurs.

La commémoration de la première décennie de la République tchécoslovaque confirma la stabilité politique du nouvel état et son implantation économique réussie dans le cadre international. En même temps, Prague était un centre européen culturel de plus en plus estimé et recherché. Ce phénomène paraissait logique étant donné que la Tchécoslovaquie était surnommée „île démocratique“ au milieu de l'Europe.

Ce fait était évident par exemple à la période où la politique européenne cherchait des possibilités d'unification sur la base du mouvement international „Paneurope“ dont l'initiateur fut le comte Richard Coudenhove-Kalergi, né à Poběžovice près de Domažlice en Bohême. Celui-ci, mais aussi d'autres hommes politiques et personnages culturels furent questionnés par des journalistes au sujet d'un candidat convenable à la fonction de président de l'Europe unifiée. Apparemment, ce ne fut pas par hasard que nombre d'entre eux se prononcèrent en faveur de T. G. Masaryk, entre autres l'écrivain irlandais G. B. Shaw, pourtant connu pour son scepticisme et ironisme.

Les Tchèques et la grande dépression

Or, c'était la période où le monde entier fut touché par la grande dépression à laquelle la Tchécoslovaquie ne sut se soustraire. Le pays qu'était la Tchécoslovaquie ne pouvait pas agir d'une manière fondamentale sur la situation économique mondiale. Le gouvernement essayait d'alléger l'impact social de la crise sur les travailleurs, mais la situation alla en s'aggravant. Il est intéressant de constater que la direction stalinienne de l'Internationale communiste désignait les sociaux-démocrates comme socio-fascistes, alors que les grèves des ouvriers en Tchécoslovaquie étaient dirigées par des comités d'action communs des communistes, sociaux-démocrates et socialistes nationaux. En général, les ouvriers prenaient part aux grèves indépendamment de leur nationalité, les Tchèques et les Allemands ensemble.

Or, les conséquences de la dépression étaient aussi d'ordre politique, notamment la menace du fascisme dans de nombreux pays européens et une tension toujours croissante au champ international. C'est pourquoi le gouvernement tchécoslovaque s'efforça systématiquement de dépasser les effets les plus négatifs de la dépression dans le domaine social par des tentatives visant à une collaboration au niveau international, notamment avec ses alliés.

Les pays moins grands étant en général beaucoup plus exposés à la crise, le gouvernement tchécoslovaque initia, par l'idée de la Petite Entente économique, l'extension de l'alliance au domaine économique par de nouveaux contrats d'alliance. En février 1933, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie conclurent le „Pacte d'organisation“, établissant ainsi une certaine unité internationale supérieure. La démarche commune de ces pays dans le cadre de la

Société des Nations représentait 3 voix, ce qui faisait d'eux un partenaire plus intéressant que s'ils figuraient séparément.

C'était aussi la période où Adolf Hitler prit le pouvoir en Allemagne et la situation en Europe s'en trouvait profondément changée. Le droit international était violé de plus en plus par les pays fascistes, ce qui était toléré par de nombreuses puissances. Etant le fruit du droit international, la Petite Entente perdit son importance peu à peu dans une situation où ce droit était ignoré. Or, la Tchécoslovaquie resta un des défenseurs les plus fermes des activités de la Société des Nations et du respect du droit international.

Il est intéressant de voir que l'idée d'une unité supranationale à trois membres apparut à nouveau dans la politique européenne vers la fin de la seconde guerre mondiale. En 1944 la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas signèrent alors les premiers accords de coopération sous le nom du Benelux, ce qui leur permit de jouer un rôle plus important dans la politique internationale et de s'imposer plus tard dans le processus d'intégration européenne. Beaucoup plus tard le Benelux apporta son aide lors de l'élargissement de l'Union européenne qui intégra d'autres pays européens, notamment les moins grands qui avaient déjà collaboré dans le cadre du groupe Visegrad.

La grande dépression des années 1930 se projeta également dans les relations entre les Tchèques et les Slovaques. En Tchécoslovaquie comme dans d'autres pays, les régions moins développées furent touchées le plus, ce qui était le cas de plusieurs régions en Slovaquie dont le sous-développement économique datant de la période de la dépendance à la Hongrie ne pouvait pas être surmonté en peu de temps. Certains milieux cléricaux tentèrent de profiter de la situation pour provoquer des désordres religieux en Slovaquie, n'appréciant pas beaucoup le caractère laïque de l'état tchécoslovaque.

Le gouvernement essayait de calmer la situation entre autres en rapatriant les employés tchèques qui aidaient à créer le système d'administration en Slovaquie, mais aussi le système scolaire, le transport, les postes etc., pour faire place à la nouvelle intelligentsia slovaque naissante. Dans certains cas, ces gens-là étaient affectés par cette démarche et leur rapport à la Slovaquie s'en trouvait touché d'une manière négative, mais en général, le public tchèque ne prit pas une attitude anti-slovaque.

Il est intéressant de noter que certains membres de la nouvelle intelligentsia slovaque n'oublièrent pas leurs maîtres de différents niveaux scolaires et ils restèrent fidèles à l'idée de la Tchécoslovaquie. Heureusement, pendant la période de l'avènement du fascisme dans

beaucoup de pays européens seulement une petite partie de l'intelligentsia slovaque se laissa influencer par le nationalisme. Or, les principes démocratiques sur lesquels la vie politique en Tchécoslovaquie était basée furent généralement acceptés. Seulement pendant la période des attaques henleinistes contre la Tchécoslovaquie une partie de ces milieux s'est laissé séduire par la vague nationaliste.

Pour une sécurité collective

Les Tchèques comprirent nettement les objectifs à long terme de l'hitlérisme et ils incitèrent toute l'Europe à une démarche commune pour unir toutes les forces démocratiques pour défendre la paix contre le fauteur de guerre. Une grande partie du public européen n'était pas consciente du danger imminent, mais les gouvernants de nombreux pays européens savaient bien que les démarches de l'Allemagne hitlérienne étaient orientées en général vers la préparation d'une nouvelle guerre qui devait changer la carte de l'Europe et exposer tout le continent à la domination nazie.

La prise du pouvoir par Hitler en Allemagne inspira les organismes ouvriers à créer un „front populaire“ commun contre le fascisme supporté par l'Internationale communiste. C'était le programme avec lequel la gauche gagna aux élections en France et en Espagne. En Tchécoslovaquie, lors de l'élection du successeur du président Masaryk, une gauche démocratique unie s'établit incluant aussi les communistes, qui soutenait la candidature de Edvard Beneš.

La France, vainqueur de la première guerre mondiale, était le pays le plus menacé par les projets de modifications de la carte de l'Europe. La Tchécoslovaquie, devant son indépendance aux traités de paix, faisait également partie des défenseurs de l'idée française d'un „pacte oriental“ qui devait garantir la frontière est de l'Allemagne comme c'était le cas pour la frontière ouest selon les accords de Locarno.

L'Union soviétique participa aux négociations difficiles, soutenant depuis le milieu des années 1930 les démarches tendant vers la paix à partir du Pacte Briand-Kellog et négociant son entrée au sein de la Société des Nations. Néanmoins, pour de nombreux pays européens l'anti-soviétisme resta un obstacle aux réflexions sur la possibilité d'une coopération, même diplomatique, avec l'Union soviétique.

Le ministre des affaires étrangères tchécoslovaque Edvard Beneš, occupant alors un rang assez élevé au sein de la Société des Nations, joua un rôle important dans les négociations diplomatiques concernant

le pacte oriental dont le contenu fut modifié pour devenir plutôt un traité de sécurité collective de tous les partenaires. Par une démarche habile, Hitler réussit à s'attacher la Grande Bretagne qui craignait l'importance croissante de la France dans la politique européenne, mais aussi la Pologne qui se montrait nettement anti-soviétique.

Finalement, le grand projet de paix ne resta qu'un torse représenté par les traités d'alliance franco-soviétique et tchécoslovaque-soviétique auxquels s'ajoutait un pareil traité franco-tchécoslovaque. La Société des Nations partagea l'effort visant à intégrer toutes les forces pacifistes en un front commun contre l'agresseur potentiel. Mais le seul but atteint fut celui d'adopter la définition de l'acte agresseur laquelle ne fut pas ratifiée par tous les pays membres.

Dans la situation internationale difficile de la seconde moitié des années 1930, l'Europe ne réussit pas à trouver l'unité nécessaire, au contraire, une politique de neutralité prédomina au cours de la guerre civile espagnole, ainsi qu'une politique de réconciliation de l'agresseur lorsque Hitler se mit à réaliser ses projets d'expansion, provoquant la crise au sujet de la Tchécoslovaquie. Ainsi, il put atteindre tous ses objectifs lors de la conférence de Munich.

La paralysie de la Tchécoslovaquie

Suite à l'anschluss de l'Autriche germanique où une grande partie des habitants accueillit avec enthousiasme l'incorporation du pays au III^e Reich hitlérien comme „Ostmark“, l'expansion nazie visait un nouveau but – la Tchécoslovaquie. D'un côté, Hitler était conscient de pouvoir dominer idéologiquement la minorité germanique en Tchécoslovaquie, mais de l'autre il savait qu'il ne trouverait pas d'alliés pour collaborer parmi les gouvernants locaux.

Or, il savait aussi que la Grande Bretagne et la France, craignant la guerre, étaient prêtes à accepter d'importants compromis pour éviter l'éclatement du conflit militaire. Il savait que si ses projets d'expansion étaient orientés uniquement vers l'Est et satisfaits aux dépens d'un pays tiers, il parviendrait probablement à une entente avec les deux grandes puissances.

Essayant de leur proposer un point de départ convenable, il rappela sa position anti-communiste et mit l'accent sur le fait que l'Europe devait faire un choix entre lui-même et le président tchécoslovaque Edvard

Beneš. De plus, il pouvait compter sur son allié, l'Italie fasciste, prête à soutenir l'Allemagne en toutes circonstances à condition d'affermir ainsi son autorité et son prestige au niveau international.

Ainsi, ce fut une initiative (officiellement) italienne qui incita la convocation à la conférence de Munich des quatre grandes puissances – France, Italie, Allemagne et Grande Bretagne – en septembre 1938. Dans un esprit d'apaisement (réconciliation avec l'agresseur), la Tchécoslovaquie, pays reconnu comme île démocratique au milieu de l'Europe, fut diplomatiquement violée et certaines parties de son territoire furent occupées militairement et annexées par le III^e Reich, en contradiction avec le droit international.

Or, cela ne fut pas une satisfaction pour le Führer, car la Tchéco-Slovaquie, comme l'on nommait alors le pays mutilé, ne se trouvait toujours pas sous sa domination complète, ayant toujours une liaison diplomatique avec le reste du monde. A cette époque-là, les nazis réussirent à provoquer un mouvement séparatiste en Slovaquie qui devait servir de prétexte pour une intervention en Slovaquie similaire au mouvement séparatiste des Allemands à la région frontière de Bohême et Moravie en 1938.

Malgré la docilité absolue des Slovaques, Hitler en se prétendant leur protecteur imposa le passage de la partie sud de la Slovaquie sous la domination hongroise, comme ce fut le cas pour les régions frontières de Bohême et Moravie passées sous la domination allemande suite au diktat de Munich. Cette décision fut prise par les ministres de l'extérieur italien et allemand lors de leur rencontre à Vienne en novembre, en l'absence des ministres de l'extérieur de la France et de la Grande Bretagne.

Au printemps 1939, Hitler ne faisait même plus d'effort pour donner à ses actes agressifs un air diplomatique. Le 13 mars, lors de l'audience de Berlin, il ordonna à Jozef Tiso, chef du Parti populaire slovaque majoritaire, de proclamer aux Assises slovaques l'indépendance de la Slovaquie sous la protection allemande, ce qui fut fait.

Un jour plus tard, Hitler reçut à Berlin le président de la Tchéco-Slovaquie Emil Hácha pour lui annoncer que son pays serait occupé le lendemain par l'armée allemande. Il le força à ordonner aux soldats tchèques de ne pas résister aux troupes allemandes. En même temps, menaçant de bombarder Prague, il le força à lui adresser une demande officielle de protection pour les pays tchèques, sans tenir

compte du fait que les habitants ne parlaient pas allemand. Le 15 mars 1939 le reste du territoire fut occupé par les armées allemandes et le lendemain le Protectorat de la Bohême-Moravie fut proclamé, avec le protecteur allemand en tête.

La Grande Bretagne et la France qui avaient offert des garanties à ce qui restait de la Tchéco-Slovaquie lors de la conférence de Munich, se limitèrent à lancer des notes de protestation dont Hitler ne s'inquiétait guère. Il ne dissimulait pas ses attitudes et considérait les documents internationaux qu'il avait signés que comme de vieux chiffons. Le seul acte de protestation ferme et fondé sur le droit international fut celui de l'Union soviétique.

La protestation de l'ancien président tchécoslovaque Edvard Beneš ne fut pas acceptée par la Société des Nations, sous prétexte qu'il s'agissait d'une démarche faite par un particulier. Seulement lorsque la délégation soviétique adopta cette protestation comme étant la sienne, fut-il décidé de la mettre à l'ordre du jour de la réunion qui devait avoir lieu en automne 1939. Or, cette réunion n'eut jamais lieu car entre-temps Hitler déclencha une nouvelle guerre mondiale en envahissant la Pologne.

Le Protectorat Bohême-Moravie

L'effet de l'occupation des pays tchèques fut assez clair pour leurs habitants: il fallait chercher les moyens pour en sortir. La plupart des habitants comprirent dès le début que l'Allemagne hitlérienne préparait la guerre. Or, s'ils étaient convaincus que la guerre surviendrait bientôt, ils croyaient aussi que malgré les premiers succès des nazis cette guerre leur apporterait enfin la liberté, persuadés du caractère provisoire du protectorat.

Le fait de maintenir Emil Hácha à la tête du protectorat comme „président d'état“ et de nommer au poste de protecteur l'ancien ministre de l'extérieur allemand Konstantin von Neurath représentait un geste rassurant vis-à-vis du monde, bien que du point de vue du droit international ce geste fut inacceptable. Le peuple était bien conscient de la conjoncture réelle, c'est à dire de la position „fantoche“ du président qui n'avait aucun pouvoir.

Par contre, la constitution du „gouvernement de protectorat“ avec à sa tête l'ancien général de l'armée tchécoslovaque Alois Eliáš fut interprété par le peuple comme une tentative d'une partie des patriotes de faire face au pire. En général, on considérait qu'il gardait des liaisons secrètes

avec des personnalités de la résistance extérieure qui se formait peu à peu en France et en Grande Bretagne et qui était dirigée par l'ancien président tchécoslovaque Edvard Beneš, toujours reconnu par une grande partie du peuple comme le chef d'état légitime.

Si la liquidation de la Tchécoslovaquie restait presque sans résonance auprès du public européen, l'intervention brutale contre les étudiants tchèques le 17 novembre 1939 souleva une vague d'indignation dans le monde. La fermeture des universités tchèques, l'exécution d'une dizaine de représentants du mouvement étudiant et la déportation de la plupart des étudiants vers les camps de concentration révélèrent la véritable face de l'occupation nazie. Quelques années plus tard, cette date devint le symbole du mouvement universitaire international dont l'influence est extraordinaire dans tous les pays. La résistance étudiante au protectorat non seulement gagna des sympathies du public mondial, mais devint un point de départ pour les étudiants du monde entier ce qui confirma l'appartenance des Tchèques parmi les autres Européens.

Sous le protectorat, un grand nombre d'organismes furent créés par des patriotes prêts à soutenir la résistance naissante, hélas souvent trop mal dissimulés pour ne pas être décelés par la gestapo. Seulement peu à peu, souvent après de nombreuses victimes, la résistance se mit à apprendre les formes plus convenables de dissimulation. Très peu de résistants pouvaient vivre en totale illégalité, leur existence devant être assurée par un beaucoup plus grand nombre de personnes.

En général, les membres des organismes de résistance devaient avoir une profession ou un emploi civil mais la combinaison des deux activités n'était pas facile. Un fait très précieux fut celui de créer des groupes de résistance aux endroits d'où il était possible d'obtenir des informations précieuses pour la résistance extérieure. Cette forme de résistance contre le régime d'occupation devait être dissimulée par une certaine fidélité au régime, même si celle-ci pouvait apparaître presque comme une collaboration avec les occupants.

Apparemment, la plupart des habitants désiraient simplement survivre sans grand préjudice. Les premières années de l'occupation ne donnaient pas grand espoir d'en voir bientôt la fin. C'est pourquoi la résistance intérieure avait l'importante tâche de soutenir la morale des habitants et de faire front aux différentes formes du défaitisme. En ce sens, de nombreuses organisations et clubs tchèques d'ordre social, culturel et sportif offraient des possibilités de soutien du sentiment national et parfois même un cadre pour la dissimulation d'activités de résistance.

L'activité culturelle de la société tchèque aida à maintenir le sentiment de patriotisme et le sentiment national malgré la censure, et le contrôle de différents organismes et institutions, souvent inattendu et complè-

tement dépourvu de sens. Même sous l'occupation, on continuait à réfléchir sur la portée de l'époque de la première république et des opinions sur les possibilités d'amélioration de l'organisation de l'état et de sa revalorisation éventuelle après la guerre se formaient.

Il faut tenir compte de la fatigue apportée par le régime occupant qui allait croissant chaque année, car de plus, la période d'occupation des pays tchèques fut la plus longue de tous les pays européens. De ce fait, les collaborateurs manifestes n'apparaissaient que très peu. Un plus grand pourcentage en fut concentré aux certaines administrations dans la capitale, mais s'ils étaient connus, ils restaient complètement isolés de la société tchèque.

La dissimulation insuffisante et la spontanéité du sentiment patriotique d'une grande partie du peuple tchèque permit à la gestapo de pénétrer les organismes de résistance et de punir sévèrement leurs activités. A la campagne, il arrivait souvent que les gens se dénonçaient les uns les autres, mais il s'agissait souvent de délits économiques, c'est-à-dire de commerce suspect de produits agricoles, ou l'envie et la haine locale. Or, une collaboration consciente ne prit pas un caractère de masse.

Pour la liberté de la Tchécoslovaquie

Les tâches de la résistance extérieure au forum international étaient particulièrement importantes et complexes. Du point de vue du droit international, la position de la Tchécoslovaquie était assez spécifique. Elle n'était pas un pays vaincu comme les autres qui avaient été en état de guerre avec l'Allemagne avant l'occupation, de plus, son territoire intégrait l'Etat slovaque avec qui certains pays avaient des rapports à différents niveaux, même des rapports diplomatiques.

En outre, sous le protectorat il y avait un gouvernement avec l'ancien général tchécoslovaque à sa tête, mais sans la moindre reconnaissance internationale. Les efforts tendant à obtenir une éventuelle reconnaissance diplomatique du gouvernement tchécoslovaque travaillant en exil obligea surtout les gouvernements britannique et français à réviser d'une certaine manière leurs attitudes politiques de l'époque du diktat de Munich, ce qui ne plaît à aucun gouvernement.

Grâce à l'habileté et à la persévérance du gouvernement tchécoslovaque en exil, on a finalement réussi, en 1940, à obtenir une approbation partielle, aussi par le mérite des soldats tchécoslovaques et de leur intervention résolue d'abord en France et lors de la défense de Tobrouk en Cyrénaïque par la suite où la troupe du Proche Orient

participa aux combats. En Grande Bretagne, le grand mérite fut celui des aviateurs tchécoslovaques dans la bataille aérienne d'Angleterre.

La reconnaissance diplomatique complète de la République tchécoslovaque par les alliés ne fut obtenue qu'après l'entrée de l'Union soviétique en guerre en 1941, avec son attitude nette vis-à-vis du problème tchèque et avec l'avènement de la politique de la coalition anti-hitlérienne. Le gouvernement réussit finalement à faire valoir la nullité des actes de la conférence de Munich, ce qui, compte tenu aussi de la participation aux Nations unies dès le début, facilita beaucoup la position de la Tchécoslovaquie après la guerre du point de vue du droit international.

L'attentat réussi par les parachutistes tchécoslovaques venus de Grande Bretagne contre le protecteur du Reich Reinhard Heydrich suscita une grande réaction partout en Europe. Le fait de décimer le village de Lidice et de Ležáky par la suite en représailles de l'attentat souleva une vague d'exaspération dans le monde entier. L'occupation nazie se montra sous son vrai jour lorsque ses unités SS se comportèrent en pays occupé d'une manière aussi barbare qu'au front en Russie, ce qui jusque-là était difficilement imaginable pour une grande partie du public européen.

Ainsi, la résistance tchécoslovaque contribua d'une manière considérable à la prise de conscience du public européen et mondial du fait que la guerre était faite contre un ennemi barbare et inhumain, avec qui il était impossible de parvenir à un accord. Cela contribua à la prise de conscience que la création d'une coalition anti-hitlérienne de toutes les forces démocratiques était nécessaire et le seul moyen de parvenir à mettre fin à la guerre mondiale. La Déclaration des Nations unies du 1^{er} janvier 1942 représenta le premier pas vers cette nouvelle politique.

La Tchécoslovaquie était parmi les premiers signataires de cette déclaration et sa diplomatie prit une part active dans toutes les démarches visant à établir un nouvel organisme international appelé Nations unies. En cela, elle pouvait partir de l'abondance de ses expériences obtenues dans le cadre de l'organisme prédécesseur – la Société des Nations.

Or, l'établissement et le déclenchement des activités d'un organisme international aussi important exigent toujours un certain temps. C'est pourquoi le président Beneš initia en même temps des négociations sur les traités d'alliance avec les principaux pays de la coalition anti-hitlérienne naissante, notamment avec l'URSS, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, ayant déjà collaboré avec la direction gaulliste de la

France Libre depuis plusieurs années. Pour la Tchécoslovaquie libérée cela devait représenter une garantie de la sécurité et de la paix avant le début du travail de la nouvelle organisation internationale.

Or, les négociations n'étaient pas faciles. Le gouvernement des Etats-Unis n'avait pas négocié de traités d'alliance en période de paix jusqu'ici, mais le président des Etats-Unis donna son accord à ce que la Tchécoslovaquie conclue les traités d'entraide avec les autres alliés dans le cadre de la coalition anti-hitlérienne. Le gouvernement britannique considérant que de tels traités ne devait être signés qu'après la guerre, les négociations ne furent engagés qu'avec le gouvernement soviétique et le traité d'entraide et de collaboration d'après-guerre avec l'URSS fut signé le 12 décembre 1943.

Cette démarche vers l'affermissement de l'alliance des membres de la coalition anti-hitlérienne fut très bien reçue par le général de Gaulle au nom de la France dont le mouvement fut le premier à déclarer la nullité du diktat de Munich. En même temps, il désigna le président Beneš comme „grand Européen“ qui avait bien compris la politique européenne déjà avant la guerre et qui s'efforçait maintenant de compléter la politique des „Trois Grands“ dans le cadre de l'Europe. Un an plus tard, de Gaulle lui-même conclut un pareil traité d'alliance avec l'Union soviétique au nom de la France, confirmant ainsi que cette politique représentait un intérêt national pour ces pays.

Pendant la seconde guerre mondiale, la coalition anti-hitlérienne représentait dans une grande mesure l'accomplissement des idées que la diplomatie tchécoslovaque avait déjà à la veille de la guerre, mais d'autres pays ne comprirent son bien-fondé qu'après être entraînés dans le conflit guerrier et après avoir connu ses atrocités. Ce ne fut pas par hasard que l'idée de la sécurité collective dont la réalisation était si vivement défendue par la diplomatie tchécoslovaque avant la guerre devint l'idée centrale de la „Charte de l'Organisation des Nations unies“, nouvel organisme international qui devait reprendre les tâches de la Société des Nations dans l'effort pour l'avènement de la paix et sécurité internationale.

La reconstitution de la Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie fut la première victime de la guerre et Prague fut la dernière capitale européenne libérée. Cela contribua à confirmer l'attachement des Tchèques au destin de toute l'Europe.

La résistance tchécoslovaque extérieure et intérieure coopéraient étroitement. Cela fut prouvé aussi lors de l'Insurrection nationale slovaque qui réclamait nettement la reconstitution de l'état commun tchécoslovaque. L'unité de la résistance intérieure et extérieure ne fut pas tenue dans tous les autres pays occupés – ce fut aussi la question discutée lors de la conférence des „Trois Grands“ tenue à Yalta en Crimée au début de 1945 qui devait préparer la Déclaration sur l'Europe libérée.

Du point de vue du droit international, la reconstitution de la Tchécoslovaquie ne posait aucun problème, celle-ci étant un état nettement reconnu au forum international, elle pouvait devenir membre fondateur de tous les organismes internationaux créés dans le cadre des Nations unies.

Un fait très important pour l'avenir de la Tchécoslovaquie était la décision prise lors de la conférence de Postdam par les „Trois Grands“, concernant le transfert de la minorité allemande de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne. Cette question était discutée pendant la guerre au forum international, car les minorités allemandes jouèrent un rôle non négligeable dans les amorces de la seconde guerre mondiale. La décision de les transférer en Allemagne représentait donc l'effort des grandes puissances d'éliminer d'avance de potentielles sources de conflits et d'affirmer la paix et la sécurité en Europe.

La Tchécoslovaquie, bien entendu, compte tenu des expériences vécues à la veille de la guerre, accepta cette décision volontiers. Le gouvernement n'hésita pas à intervenir contre le „transfert sauvage“, réalisé d'une manière spontanée au niveau local et marqué par une certaine méprise reflétant les souffrances causées par la guerre, et se mit à préparer un transfert régulier, dûment organisé et dirigé par l'état. Celui-ci devait être effectué en coordination avec les organismes d'Alliés en Allemagne occupée, et ces organismes exprimèrent leur reconnaissance au gouvernement tchécoslovaque pour l'organisation du transfert.

La guerre causa d'énormes bouleversements sociaux et suite à l'expérience de l'occupation nazie la plupart des pays européens décidèrent d'édifier une nouvelle structure d'état basée sur les principes démocratiques. La Tchécoslovaquie avait l'avantage que les idées des résistances intérieure et extérieure étaient en parfaite conformité. De plus, elle pouvait très bien renouer avec la situation de la période d'avant-guerre.

Le président Beneš souligna cette idée dans son livre intitulé „La Démocratie aujourd'hui et demain“ dont la première édition fut publiée

déjà pendant la guerre. Selon lui, la démocratie devrait être étendue du domaine purement politique aux domaines économique et social, elle devrait toucher également la question des nationalités et le domaine culturel, dans un esprit „socialisant“. Il devait s’agir d’une „démocratie humanitaire“, ses activités visant à la libération de l’homme et à assurer un meilleur futur pour lui. C’est l’idée qui le rapproche de son prédécesseur T. G. Masaryk qui basait toutes ses activités sur l’idéal de l’humanité.

La Tchécoslovaquie décida après la guerre de devenir un point de rencontre, un „pont entre l’Orient et l’Occident“, dans le but de parvenir à une meilleure connaissance mutuelle et d’assurer la paix mondiale. Pendant la guerre la coalition anti-hitlérienne avait regroupé de nombreux de pays de tradition et d’organisation sociale différentes, il ne fut donc pas possible de trouver une façon de collaborer sans problèmes.

De plus, la guerre apporta non seulement d’importants changements à la carte de l’Europe, mais surtout l’histoire du continent cessa d’être l’histoire des pays isolés et devint l’histoire du continent tout entier. Le président Beneš, lors de son discours prononcé à l’Université Charles en décembre 1945, souligna cette idée précisant que nous devons chercher une nouvelle organisation de l’Europe et des formes de collaboration entre les pays dans l’esprit de l’idéal des Nations unies et de l’organisation démocratique et humanitaire de la société.

Le public tchécoslovaque se mit à chercher ces nouvelles formes dans le cadre de la politique du Front national, sur la „voie de la Tchécoslovaquie vers le socialisme“. Or, l’euphorie pacifique d’après-guerre ne fut pas de longue durée. Les troubles sur la voie du redressement du pays d’après-guerre étaient nombreux, mais la conviction que ces troubles pourraient être surmontés par des forces unies continuait à prédominer.

Néanmoins, la politique internationale commençait à abandonner l’idée de la collaboration universelle, et les rapports internationaux furent marqués par la politique de la guerre froide fondée sur le concept de la bombe atomique. Ce que, pendant la guerre, personne ne pouvait imaginer, devenait une réalité. Au lieu d’une Europe pacifiste, édifiée sur la base de la paix universelle, nous étions en présence d’un continent divisé. La bipolarité dans la politique européenne devint un facteur déterminant des rapports mutuels dans l’esprit de la guerre froide, en fondamentale opposition avec l’idée d’une collaboration universelle de l’Europe qui aurait pu être plus profitable.

En Europe bipolaire

La reconstitution économique de la Tchécoslovaquie pendant les premières années d'après-guerre réalisa des succès considérables, mais bientôt le pays fut incorporé dans le bloc dirigé par l'Union soviétique dans le cadre de la répartition du pouvoir européen, ce qui détermina à long terme les conditions et les possibilités de son futur développement. La guerre froide provoquait de nouvelles phases d'armement, ce qui influença d'une manière négative le niveau de vie des habitants.

La croissance de la tension internationale se refléta de manière négative dans la politique intérieure et extérieure de la Tchécoslovaquie. Les blocs de pouvoir naissants rendaient extrêmement difficile la situation des petits pays qui étaient de plus en plus souvent forcés à accepter les points de vue des grandes puissances. Pour cette raison, par exemple, la Tchécoslovaquie fut obligée de s'abstenir de voter à l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1948 lors de l'approbation de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sous la pression soviétique elle fut aussi obligée de résilier le traité d'alliance conclu avec la Yougoslavie après la guerre.

L'influence de la politique de blocs trouvait son reflet non seulement dans le domaine des rapports internationaux, mais commença bientôt à agir négativement même au niveau national. L'action des conseillers soviétiques dans les ministères, administrations et organismes tchécoslovaques violèrent les principes démocratiques traditionnels et la justice au niveau de la politique intérieure. D'horribles procès politiques se sont tenus durant les années 40 et 50. Ces procès touchèrent profondément toute la société et il a fallu de nombreuses années avant que des démarches de redressement soient entreprises.

L'embargo économique de la part de l'Occident développé d'un côté et la nécessité de collaboration avec le bloc soviétique naissant de l'autre côté, déterminèrent à long terme la politique tchécoslovaque en l'orientant vers la „démocratie populaire“ et l'„édification du socialisme“. Dans le domaine international, la Tchécoslovaquie s'intégra dans le Conseil d'assistance économique mutuelle où elle aidait, à titre de son niveau de développement économique élevé, les autres pays membres moins développés à surmonter leur retard technologique et économique.

D'un point de vue politique et en ce qui concernait la sécurité, elle était d'abord liée aux pays du bloc soviétique par des traités d'alliance bilatérale. Plus tard, en qualité de membre du „Traité de Varsovie“, elle se conforma au rôle donné par l'URSS, et dut agir selon ses directives comme son satellite au niveau international. Le champ d'action de la

diplomatie tchécoslovaque pour une initiative indépendante devint très restreint.

Or, la Tchécoslovaquie garda une partie de son prestige positif par sa coopération active avec certains organes de l'Organisation des Nations unies et avec la plupart de ses organismes affiliés. La participation de la Tchécoslovaquie aux différentes formes d'aide apporté aux pays du tiers-monde dans le cadre de l'UNESCO fut très précieuse, notamment les campagnes d'alphabétisation et la formation de jeunes cadres, soit en Tchécoslovaquie, soit directement sur place. Dans plusieurs pays du tiers monde, les médecins tchécoslovaques participaient à la formation du service de santé dans le cadre de l'OMS.

En tant que pays économiquement développé la Tchécoslovaquie participa à l'aide économique organisé par les Nations unies pour les pays en voie de développement après leur libération de dépendance coloniale. Dans le tiers-monde, le commerce extérieur tchécoslovaque trouvait des possibilités importantes de mise en valeur. La coopération économique était profitable pour les deux parties. La Tchécoslovaquie pouvait exporter, entre autres, ses produits de construction mécanique et importer des matières premières, ce qui aida dans une certaine mesure les pays en voie de développement à se libérer du dictat des grandes puissances au niveau du marché mondial.

La coexistence pacifique et les réformes

La fin de la guerre froide et le début d'une coexistence pacifique suite à la mort du dictateur Staline entrouvrit la porte à des changements positifs à l'intérieur de la Tchécoslovaquie, mais aussi au niveau international. Les procès politiques sanglants des années 1950, provoqués et en fait forcés de l'extérieur du pays, rejaillirent sur le public tchécoslovaque accoutumé à l'ordre démocratique, mais en même temps ils touchèrent considérablement le parti communiste lui-même. Nombre de ses membres, persuadés du bien-fondé de la démocratie socialiste qui devait représenter la première étape de l'édification de la société communiste, commencèrent à chercher la rectification des erreurs commises jusque-là.

Les réformes de la politique intérieure furent préparées de manière à ne pas trop heurter le modèle soviétique. Dans le cadre de la collectivisation agricole les ouvriers ne furent plus placés à la tête des coopératives, ce qui avait été fait souvent en contradiction avec l'opinion des habitants des villages. Mais on cherchait plutôt parmi les jeunes agriculteurs locaux ceux qui étaient aptes à gérer une coopérative

et à gagner la sympathie et le soutien des habitants pour une nouvelle politique de cohabitation dans les campagnes. Malgré tous les troubles et toutes les erreurs, le niveau de vie à la campagne fut maintenu et progressivement élevé, ce qui fut confirmé et reconnu au cours de l'évolution ultérieure.

Le système coopératif agricole tchécoslovaque réussit à résoudre un des problèmes les plus complexes du travail agricole. En effet, les paysans s'étaient toujours plaints de devoir travailler de bon matin jusqu'à tard le soir. Dans le cadre des coopératives agricoles unifiées, on commença à travailler par équipes, ainsi il devint possible qu'un groupe de travailleurs profite par exemple du week-end pour participer à un voyage organisé, pour aller au théâtre en ville, pour une excursion touristique ou pour visiter des châteaux etc., tandis que l'autre groupe pouvait profiter du temps libre le week-end suivant. Nombre de délégations spécialisées des autres pays européens arrivaient pour examiner cette „invention“ tchécoslovaque, car c'était justement le temps de travail de toute la semaine qui empêchait les jeunes dans la plupart des pays européens de travailler dans le domaine agricole.

Dans le domaine de l'éducation, l'arrivée de nouveaux cadres aida à imposer la modernisation et la revalorisation de la formation, néanmoins il n'était pas possible de surmonter les différentes influences négatives des institutions du parti communiste. De jeunes enseignants, munis de la carte de membre du parti, faisaient des efforts pour faire front aux absurdités les plus diverses et obtenaient des succès lorsque d'autres formes de protestation et de boycott n'apportaient pas les résultats voulus.

Comme d'habitude, les absurdités bureaucratiques basées sur les directives idéologiques du parti étaient les plus durables. Ce fait rendit difficile la modernisation du système scolaire, mais surtout la modernisation et l'efficacité de l'appareil administratif qui restait toujours un soutien et un instrument du régime douteux du parti.

Il fallut attendre que les troubles économiques confirment le caractère erroné de certaines méthodes de la direction de l'économie nationale, pour que les jeunes économistes puissent entrer en jeu en critiquant les démarches entreprises jusque-là et présenter des propositions pour la modernisation en respectant les principes économiques non pris en compte jusque-là. La formulation des projets n'était pas facile du tout, car il fallait procéder avec prudence pour ne pas échouer dès le début, et la réalisation de certains projets était encore plus difficile et très lente.

Les problèmes mentionnés n'étaient pas spécifiques à la Tchécoslovaquie, les autres régimes de démocratie populaire se heurtaient à des problèmes similaires, parfois même plus importants. Cela devint évident en automne 1956 où l'adoption des actes du XX^e

congrès du Parti communiste de l'Union soviétique déclencha des événements tourmentés en Pologne et en Hongrie. Ce furent surtout les difficultés alimentaires qui provoquèrent un mécontentement considérable qui se traduit par des manifestations de masse. En Pologne, celles-ci se terminèrent par un compromis relativement raisonnable, tandis qu'en Hongrie elles débouchèrent sur un mouvement qui risquait de se transformer en guerre civile mais finalement il fut réprimé par l'intervention de l'armée soviétique. En Tchécoslovaquie, les actes du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ouvrirent également de grandes discussions, mais finalement on réussit à calmer la situation, car les difficultés alimentaires n'étaient pas aussi graves.

Or, différents projets de réforme n'étaient pas en conformité avec la doctrine économique soviétique et étaient donc considérés comme une attaque à l'Union soviétique dont l'économie était étroitement liée à tous les pays de son bloc. De plus, l'implantation de nouvelles méthodes de gestion de production risquait de porter atteinte aux principes de la gestion des entreprises conformes au parti, en la remplaçant par des cadres spécialisés.

La détente internationale et la coopération

Une certaine détente dans la politique internationale fut apportée non seulement par le principe de „coexistence pacifique“, formulé en 1954 par les premiers ministres des deux pays les plus peuplés du monde – la République populaire de Chine et l'Inde –, mais aussi par un certain „esprit de Genève“, éveillé lors de la rencontre des quatre grandes puissances au plus haut niveau en 1955, ainsi que par les actes révolutionnaires du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. La politique européenne fut marquée par le développement des contacts entre différentes nations qui commençaient à dépasser même le fameux „rideau de fer“. Une partie de l'intelligentsia tchèque avait la possibilité de connaître les courants de pensée en Europe occidentale où le processus d'intégration inspira la naissance d'une „nouvelle gauche“ critiquant la situation sociale existante et s'intéressant aux changements en cours dans la partie Est du continent.

Le public démocratique en Europe occidentale soutenait le mouvement d'opposition en Pologne et en Hongrie, mais la nouvelle gauche portait aussi un grand intérêt aux idées de la réforme économique tchécoslovaque, car elle-même cherchait des formes plus opportunes de liens sociaux dans la partie Ouest de l'Europe. Lentement et avec prudence, les contacts entre les scientifiques de toute l'Europe se

développèrent et apportèrent une influence mutuelle et une collaboration. Des limites nettes existaient toujours, mais pourtant la situation continuait à se détendre et les Tchécoslovaques étaient parmi les initiateurs les plus fréquents de contacts les plus variés et de coopération.

Depuis toujours, un facteur édifiant des „ponts entre les nations“ est la musique qui n’a pas besoin d’être traduite, c’est pourquoi des rencontres musicales et des festivals jouèrent un rôle important dans l’effort de la détente. Le festival le plus ancien de l’Europe d’après-guerre, le „Printemps de Prague“, joua sans aucun doute un grand rôle non seulement dans le développement des rapports entre les musiciens, mais il était intéressant également de voir l’ambiance internationale ouverte influencer la coopération des artistes tchécoslovaques avec les étrangers, notamment avec les plus connus. Nombre d’entre eux venaient pour aider à percer le „rideau de fer“ et pour apporter leur soutien aux courants démocratiques en Tchécoslovaquie. Le festival du film de Karlovy Vary n’eut pas assez de chance pour survivre pendant toute la période d’après-guerre, étant obligé de céder sa place pour un certain temps au festival de Moscou.

La situation économique et surtout l’alimentation en Tchécoslovaquie s’améliorèrent, cela apportait nécessairement une certaine détente au climat social et politique du pays. L’épanouissement de la culture, non seulement de la musique, mais aussi du cinéma (la nouvelle vague, les films de marionnettes et d’autres pour enfants), le retour de la pantomime, des mises en scène théâtrales, des expositions d’art plastique, des succès de verrerie d’art et finalement le succès considérable des pavillons tchécoslovaques à l’EXPO de Bruxelles en 1958 et à Montréal en 1967, en était la meilleure preuve.

Cela attirait l’attention du public européen et mondial sur la Tchécoslovaquie, confirmant ainsi son union étroite avec l’évolution européenne, pas seulement dans le domaine culturel. Les produits de marque „Made in Czechoslovakia“ aidaient à propager la réputation du pays, ce qui devait se répercuter auprès de tous ses habitants et affermir leur fierté nationale et leur courage de contribuer à la renommée de la Tchécoslovaquie partout dans le monde. La différence nationale des Tchèques et des Slovaques ne se traduisait d’aucune façon dans ce comportement de l’état à l’extérieur.

Les Tchèques et les Slovaques

Pourtant, les rapports de ces deux nations égales en droits dans le cadre de l’état commun n’étaient pas sans problèmes, comme d’ailleurs

c'est le cas de tous les voisins. Les difficultés apparaissaient d'une manière de plus en plus accentuée dans le domaine politique, même à l'intérieur du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Les Tchèques, conscients du niveau plus élevé de développement dans la partie ouest du pays, avaient parfois une approche un peu paternaliste envers la Slovaquie, ce que les Slovaques, bien entendu, avaient du mal à supporter. Le problème était que cela se projetait dans une grande mesure au milieu du gouvernement et du parti, c'est pourquoi de nombreuses questions très sensibles n'étaient toujours pas résolues.

Il s'agissait avant tout de la question de la gestion politique du pays. Le „régime socialiste selon le modèle soviétique“ voulait imposer un contrôle absolu de tout à partir du centre et liquidait ainsi l'administration locale qui avait jadis joué un grand rôle dans le processus de la renaissance nationale. De plus, celle-ci avait toujours été une des constituantes principales de l'organisation démocratique du pays et en même temps une excellente leçon de démocratie en pratique, ce qui ne convenait pas à la direction centraliste du Parti.

Les organismes d'administration locale, élus régulièrement, mais sur la base de listes unifiées de candidats approuvées d'avance, n'avaient guère de pouvoir et même les démarches les plus courantes devaient être consultées avec les institutions à Prague qui étaient les seules à distribuer les moyens financiers nécessaires. L'attitude très critique envers le pragocentrisme existant allait croissant, non seulement en Tchéquie, mais aussi en Slovaquie. De plus, en Slovaquie cette attitude était renforcée par le point de vue nationaliste, et si la critique tchèque concernait uniquement l'aspect politique et administratif, en Slovaquie elle prenait aussi une dimension nationale.

La fiction de la nation unique tchécoslovaque était périmée depuis longtemps, officiellement on reconnaissait deux nations, tchèque et slovaque, mais le centralisme net du parti communiste faisait obstacle à tout développement de l'administration locale, y compris le respect de l'appartenance nationale. Quant à la question tout à fait logique de la fédération des deux nations, celle-ci se heurtait au veto de l'Union soviétique qui vivait toujours dans l'espoir de surmonter les différences nationales en créant la „nation soviétique“. Et la direction du PCT n'avait pas assez de courage pour se mettre nettement du côté de l'évolution logique et des revendications légitimes des Slovaques.

Des articles critiques dans la presse concernant les problèmes variés, des blagues et des allusions prononcées à la radio ou à la télévision, sensiblement saisies par le public, marquaient le début d'une certaine détente sur le champ de la politique intérieure. La création de différentes associations et clubs s'intéressant à des problèmes écologiques, aux questions complexes locales, départementales et régionales, mais aussi

la naissance des organismes sociaux, tout cela était la preuve de la mise en pratique des facteurs démocratiques. La création de commissions spécialisées pour différents problèmes sociaux dans le cadre de l'Académie tchécoslovaque des sciences et la permission de créer la Société tchécoslovaque des sciences politiques, et même la fondation de l'Institut des sciences politiques du Comité central du PCT, prouvait un élargissement de l'espace pour une recherche libre dans le domaine des sciences sociales, même si officiellement l'idéologie soviétique du développement de la société socialiste était partout en vigueur.

Le Printemps de Prague

La coexistence pacifique dans le domaine des rapports internationaux s'imposait avec succès, ce qui devait nécessairement avoir un impact sur la situation politique intérieure de la Tchécoslovaquie, présentée toujours par les milieux dirigeants comme un membre fidèle et une partie solide du bloc soviétique, appuyée sur les principes du marxisme-léninisme. Fait très intéressant, le premier trouble semi-public de cette affirmation vint des milieux de la haute direction du parti et concernait la question nationale, ayant des effets de longue portée pour tout le pays.

La session du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque en octobre 1967 ne se déroula pas comme les précédents, selon un scénario préparé d'avance. D'habitude, les discours principaux des fonctionnaires dirigeants étaient pré-élaborés, ainsi que nombre des communications des membres ordinaires, de manière à ce qu'un rapport écrit puisse être rendu immédiatement à la fin de la séance.

Cette fois, le secrétaire général du Parti communiste slovaque Alexander Dubček intervint avec un discours critiquant la politique du parti envers la Slovaquie. Au lieu de présenter les textes préparés, les membres commencèrent à critiquer les différents aspects de la situation politique du pays et finalement la séance fut suspendue pour pouvoir être dûment préparée. Ce que le public savait ou soupçonnait se révéla et un débat s'ouvrit sur tous les problèmes à travers tout le pays et même dans les médias.

La plupart des émissions à la radio et à la télévision dans le cadre de la célébration du nouvel an 1968 paraissaient être préparées sans intervention de la censure, jadis omniprésente. La presse semblait également avoir un air différent et le climat social connaissait une détente considérable. De ce fait, il n'était pas surprenant que pendant les premiers jours de l'année 1968 le premier secrétaire du PCT Antonín Novotný fut révoqué de sa fonction sans accord préalable de Moscou et qu'il fut remplacé pour la première fois par un Slovaque, Alexander

Dubček. En fait, le remplacement de Novotný n'appela pas de protestation de Moscou, car il était impopulaire pour les dirigeants moscovites à cause de son attitude critique au sujet de la révocation de Nikita Khrouchtchev de toutes ses fonctions.

Par conséquent, même aux niveaux moins élevés du parti les élections se déroulèrent sans instructions et sans approbation préalable de la part des postes plus élevés. Il n'était pas surprenant de voir des membres donner leur confiance à d'autres fonctionnaires. A partir des organismes du parti les éléments démocratiques se projetèrent aussi dans la vie publique. Les nouveaux représentants du parti montraient plus de compréhension pour les revendications légitimes du public, ce qui apporta une certaine détente de la vie sociale, aboutissant souvent au renouvellement de certaines anciennes associations ou à la création de nouvelles organisations sociales sans demande d'accord préalable des autorités.

On commençait à parler d'un certain „procès de renouveau“, c'est à dire du redressement des erreurs commis dans le passé par le parti communiste et par ses organes, et on se mit à préparer des démarches de redressement dans le cadre du „Programme d'action“. A la demande du public Antonín Novotný fut révoqué de sa fonction de président de la république et remplacé par le général Ludvík Svoboda comme représentant des deux résistances extérieures et comme symbole du retour vers leur orientation politique. Ce changement à la tête de l'état permit aussi un changement de gouvernement, imposé par l'Assemblée nationale sous l'influence des revendications du peuple.

Le nouveau gouvernement fonda ses activités sur les idées du Programme d'action et fut très bien reçu par la grande majorité du public tchèque et slovaque. En Europe les événements ayant lieu en Tchécoslovaquie furent appelés le „Printemps de Prague“ et les médias nationaux et étrangers commençaient à les approuver en parlant d'un „socialisme au visage humain“. Enfin, on commençait à chercher une voie de modernisation de la société socialiste, avec la conviction que le socialisme n'était pas réalisable sans démocratie dont il n'est que le prolongement et l'épanouissement.

Compte tenu du fait que pendant la première moitié des années 50 le pays était en proie à l'arbitraire et à la terreur policière, il faut reconnaître la profondeur et la puissance des racines démocratiques sur lesquelles la société pouvait s'appuyer pour rechercher de nouvelles formes d'organisation de l'état. Le programme du renouveau était basé sur les traditions nationales démocratiques de la société tchèque qui faisaient défaut à d'autres nations du bloc soviétique. Cela ne veut pas dire que ces principes démocratiques ne les attireraient pas, en effet les

gens partout sont prêts à accepter les principes démocratiques d'organisation de la société.

Les organes dirigeants des partis communistes des autres pays du bloc soviétique en étaient bien conscients, c'est pourquoi les médias des autres pays socialistes, selon les instructions, devaient fournir des informations très critiques au sujet des événements tchécoslovaques. Les directions des partis communistes de ces pays ne dissimulaient pas leur désapprobation de l'évolution de la situation en Tchécoslovaquie et communiquaient leur point de vue critique à la direction du PCT. L'idée d'une éventuelle résonance positive, voire d'une imitation des changements tchécoslovaques dans d'autres pays socialistes terrifiait les directions des partis et les gouvernants, ceux-ci mettaient en garde contre la poursuite d'un procédé dit erroné.

Par contre, l'Europe démocratique appréciait beaucoup le fait que le processus de renouveau tchécoslovaque n'était pas une conséquence du mécontentement des habitants uniquement causé par la faim comme ce fut le cas en Pologne et en Hongrie quelques années auparavant, mais qu'il s'agissait bien d'un effort de modernisation de la société tchèque et slovaque existante dans l'esprit de la démocratisation et de l'émancipation nationale. A nouveau, comme en 1848 et en 1918, on devait procéder aux changements de l'organisation sociale, d'une manière démocratique, reposant sur un programme raisonné dans l'esprit humaniste.

Prague et dans une certaine mesure tout le pays recevaient un grand nombre d'intéressés désirant connaître et comprendre la nature des changements ayant lieu en Tchécoslovaquie et éventuellement s'en inspirer. Il ne faut pas oublier qu'à la même époque c'étaient surtout les étudiants en République fédérale d'Allemagne et en France qui prononçaient une critique ouverte de la situation de leurs systèmes d'éducation. Leur attitude critique gagnait du soutien d'une grande partie du public, car en fait elle attirait l'attention sur un grand nombre d'autres défauts d'organisation de l'état dans ces pays.

L'intervention et la normalisation

Le processus de renouveau en Tchécoslovaquie fut arrêté par l'intervention des armées des cinq pays du Traité de Varsovie sous la direction de l'Union soviétique. Or, cette intervention ne changea pas la pensée d'une grande partie de ses habitants. La nouvelle majorité à la direction du PCT refusa avec discernement la voie d'une résistance armée, mais le public sut bloquer l'action militaire de diverses manières, parfois même en la tournant en dérision. Les occupants et leurs

complices ne parvinrent même pas à déceler le lieu où se tenait la réunion secrète des délégués élus pour le congrès extraordinaire du PCT qui devait fixer le nouveau programme. Ces événements tragiques confirmèrent aussi le degré d'évolution culturelle et politique de la société tchécoslovaque, ce qui fut bien apprécié par le public européen, car le conflit armé en Tchécoslovaquie aurait pu mettre en danger la paix en Europe.

L'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie affaiblit considérablement la renommée que l'URSS avait eue jusque-là au tiers monde et dans le cadre du mouvement pacifiste grâce à ses efforts de désarmement. De plus, c'était une démarche qui frappa considérablement le mouvement communiste international qui était, malgré le refus de créer un parti unique – la Comintern –, toujours étroitement lié à la tradition du bolchévisme. Les grands partis communistes en Europe occidentale, nés du mouvement ouvrier lié aux traditions démocratiques et républicaines, approfondirent leur critique des erreurs commises dans le passé. Sous couvert de l'eurocommunisme ils cherchaient à moderniser le mouvement communiste international, en faisant appel à la tentative tchécoslovaque d'établir le socialisme démocratique.

Ce qui est particulièrement triste, c'est que sous le contrôle soviétique sévère la modernisation et la démocratisation de l'organisation sociale en Tchécoslovaquie non seulement fut interrompue, mais les choses redevinrent progressivement comme elles avaient été avant le Printemps de Prague. Or, le régime consolidé et soi-disant normalisé selon le modèle soviétique prit les traits d'une farce triste.

Paradoxalement, le processus de renouveau fut réalisé grâce à la fédéralisation de la Tchécoslovaquie, jusque-là tellement rejetée par les conseillers soviétiques. Néanmoins, la réalisation d'une pareille réforme fut empêchée au sein du PCT. Ainsi, l'état socialiste fédéral était formé de deux républiques socialistes, tchèque et slovaque, mais il n'y avait qu'un seul parti communiste. C'est une preuve de l'absurdité à laquelle la „normalisation“ sous la direction soviétique en Tchécoslovaquie arriva progressivement.

Du point de vue du pouvoir, la Tchécoslovaquie fut à nouveau intégrée aux satellites du bloc soviétique, mais du point de vue intellectuel et culturel elle garda sa bonne réputation. Dans une grande mesure grâce à l'émigration d'un grand nombre de représentants éminents des sciences et de la culture mais aussi à cause de la persécution insensée de nombreuses personnalités politiques et culturelles restées au pays et figurant sur les listes des adversaires au régime.

En principe, la vie sociale en Tchécoslovaquie devint schizophrène, car le gouvernement parlait de la normalisation, mais la plupart des habitants ne s'adaptait à la nouvelle situation qu'en apparence et vivaient une double vie. Du point de vue idéologique ils ne soutenaient pas le régime imposé, mais ne manifestaient pas leur opinion de manière ouverte, se repliant sur le domaine de leur vie privée avec leur propre conception de la vie et de la société. Parfois c'était extrêmement difficile pour les enfants, car ce qu'ils apprenaient à l'école étaient parfois vu sous un angle bien différent à la maison.

La vie intellectuelle ne peut jamais être tout à fait réglée et dirigée. Bientôt, en fait selon le modèle soviétique, le phénomène appelé „samizdat“ apparut. Il s'agissait de la distribution de textes publiés de manière non officielle où les écrivains, les scientifiques et les artistes exprimaient leurs opinions et points de vue. Différents articles circulèrent, différentes pétitions furent signées et malgré des efforts importants de la police la vie intellectuelle échappant au contrôle de l'état se développait de plus en plus. Selon les conditions personnelles et familiales, une petite partie des habitants participait directement à ces activités, d'autres les soutenaient en secret et d'autres sympathisaient avec elles et les suivaient d'une manière passive.

La Charte '77

La situation internationale prit une nouvelle dimension au moment de l'adoption de l'„Acte final“ de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe en 1975. Il s'agissait d'un document engageant les participants à respecter les principes approuvés des rapports mutuels, y compris le respect des droits de l'homme.

En approuvant l'Acte final d'Helsinki et en ratifiant ultérieurement les deux pactes internationaux de l'ONU sur les droits de l'homme et du citoyen, les droits politiques, économiques, sociaux et culturels de 1966 selon la décision prise lors de la conférence des partis communistes européens tenue à Berlin en 1976, le gouvernement tchécoslovaque s'engagea à respecter tous les droits de l'homme. Cela servit de prétexte à un groupe de dissidents tchèques critiquant le régime existant, pour élaborer un document appelé „Charta '77“ vers la fin de l'année 1976.

En conformité avec la Constitution tchécoslovaque, le document fut formulé comme une pétition adressée à l'Assemblée nationale, mettant en évidence le non-respect de la législation concernant les droits de l'homme que celle-là avait mis en vigueur récemment. Le document ne portait aucune atteinte aux lois existantes et ne provoquait aucune

activité contre l'état, et comme tel il aurait dû être accepté et les problèmes mentionnés auraient dû être résolus. C'est pourquoi la police secrète faisait un grand effort pour qu'il ne soit pas remis au bureau de l'Assemblée nationale. Or, en même temps le texte fut mis à la disposition des médias étrangers et le public mondial fut également informé des démarches engagées à l'encontre de ses auteurs, il fut donc impossible de dissimuler ou de dénaturer son contenu pour qu'il puisse servir de prétexte à la police pour persécuter les signataires. Ainsi, on chercha d'autres moyens d'embarrasser les dissidents et de rendre leur vie difficile.

L'absurdité des interventions organisées par le gouvernement contre les dissidents était un sujet opportun pour les émissions de radio étrangère, ainsi la Charte gagna une réputation mondiale importante qu'elle n'aurait jamais pu gagner par elle-même. En principe, la Charte renouait avec tout ce qui était humaniste et démocratique au sein de la société tchécoslovaque. A sa tête, trois porte-paroles se relayaient chaque année, et les trois premiers, Václav Havel, Jiří Hájek et Jan Patočka, se rangèrent parmi les personnalités tchécoslovaques les plus connues au niveau international.

Ainsi, l'attitude tchécoslovaque vis-à-vis de différentes questions politiques était connue dans le monde entier non seulement à partir des positions gouvernementales, mais aussi grâce à la Charte, défendant les opinions de la plupart des habitants, souvent bien différentes de celles du gouvernement. Bientôt, le Comité pour la défense des poursuivis à tort (Výbor na obranu nespravedlivě stíhaných, VONS) fut créé, entretenant des rapports avec l'organisation Amnesty International. Le public international fut souvent et en détail informé de tout acte illégitime commis par le régime tchécoslovaque.

Le processus d'Helsinki

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe décida enfin de convoquer des sessions annuelles pour évaluer les résultats obtenus dans le domaine du maintien de la paix et fixa les devoirs principaux pour le futur immédiat. Ainsi, le „processus d'Helsinki“ fut mis en place, appuyé par le processus d'intégration européenne qui apportait à la politique européenne, mais aussi aux relations internationales en général, une détente, un renforcement du sentiment de la sécurité et des démarches visant à assurer le respect des droits de l'homme.

Le mouvement international appelé Helsinki Watch, tendant à la protection des droits de l'homme, apportait son soutien aux mouvements

des dissidents des pays d'Europe centrale et orientale, les renforçait et aidait ainsi à débayer le terrain pour les changements radicaux qui devaient avoir lieu en 1989. Ceux-ci prirent une telle force qu'ils réussirent à bouleverser la situation sociale dans de nombreux de pays européens, contribuant non seulement aux changements de la carte de l'Europe, mais surtout au renouvellement fondamental du climat politique du continent en général.

Dans ce contexte, un rôle fondamental est attribué aux changements ayant lieu dans l'Union soviétique où Mikhaïl Gorbatchev fut élu à la tête du Parti communiste en 1985. La perestroïka contenait, à côté des aspects économiques, aussi d'importants éléments politiques, notamment une franchise politique croissante avec des éléments démocratiques, et la nouvelle conception de la politique extérieure fut dotée d'une nette dimension humanitaire, culturelle et mondiale.

Tout cela apporta une grande détente à la politique internationale, facilitant ainsi des changements dans les pays du bloc soviétique. Ces changements se déroulèrent dans différents pays en fonction des conditions locales, souvent bien divergentes.

En Hongrie ce furent les écologistes qui contribuèrent aux changements politiques renouant au développement des contacts commerciaux et économiques avec l'Occident. De plus, des changements radicaux à la tête du Parti communiste gouvernant eurent lieu et une certaine neutralisation du pays au niveau international était en préparation.

En Pologne, la „politique des tables rondes“, imposée surtout par la pression du mouvement syndical indépendant Solidarité, apporta l'établissement de la 2^e chambre du Sénat. Un député catholique fut nommé à la tête du gouvernement. Il était soutenu par l'Eglise catholique toujours puissante en Pologne et par le Pape de nationalité polonaise.

Les événements bouleversants et dramatiques qui eurent lieu en République démocratique allemande suscitèrent la réaction la plus forte au niveau international. La tentative d'organiser le 40^e anniversaire de son existence se termina par un échec. Le régime politique dirigé par le Parti socialiste unifié d'Allemagne était très stalinien, contestant même les changements positifs mis en place par Gorbatchev dans l'Union soviétique.

Bien entendu, le mouvement opposant croissant en RDA, appuyé sur l'Eglise évangélique et réclamant une réforme du régime, était alimenté par l'autre pays allemand, République fédérale d'Allemagne. Aussi, son gouvernement vint en aide aux habitants de la RDA qui pendant les vacances attendaient que les frontières hongroise et autrichienne

s'ouvrent pour partir en République fédérale d'Allemagne. Il vint en aide aussi à ceux qui avaient demandé l'asile à l'ambassade de la RFA à Prague d'où ils pouvaient enfin, suite à l'accord conclu entre les gouvernements des deux états allemands et le gouvernement tchécoslovaque, partir librement en RFA.

Même avant sa proclamation officielle, la décision du nouveau gouvernement de la RDA de détendre un peu les relations entre les deux parties de l'Allemagne divisée fut comprise par les habitants des deux parties de la ville de Berlin comme un signe pour enlever le mur détesté. Sa démolition spontanée, déclenchée le 9 novembre, avait un caractère de masse et ni le gouvernement ni la police n'avaient le courage d'intervenir. Ainsi, la chute du mur de Berlin devint inopinément un symbole des changements bouleversants en Europe centrale et orientale en 1989.

La Révolution de velours

En Tchécoslovaquie, l'impulsion pour des changements fondamentaux fut donnée par l'intervention violente de la police contre la manifestation officiellement autorisée des étudiants à l'occasion du 50^e anniversaire de la fermeture des universités tchèques par les nazis le 17 novembre 1939. Le régime dirigé par le PCT, déjà en décomposition, n'osa plus s'élever contre le grand public agité.

Le mouvement appelé Forum civique (Občanské fórum), guidé par Václav Havel, bien connu surtout à l'étranger, se mit en tête des protestations et des manifestations. Les représentants du gouvernement et de la direction du Parti négocièrent avec Václav Havel pour chercher une issue à la situation dramatique. Comme il n'était pas facile de trouver une solution de compromis raisonnable, les négociations furent longues. Or, les manifestations publiques continuaient et leurs réclamations étaient en principe très simples.

Le pouvoir du PCT fut terminé et un nouveau gouvernement devait être formé pour aider la Tchécoslovaquie à sortir de la crise. Il s'avéra que grâce à la bonne volonté des deux parties il fut possible de parvenir à une entente même au sujet des problèmes assez complexes. A nouveau, la tradition démocratique des ancêtres se fit valoir et il fut convenu des démarches fondamentales pour surmonter la situation apparemment sans issue.

Le nouveau gouvernement composé de représentants communistes et dissidents fut nommé par le président Husák, avec le Slovaque Marián Čalfa à sa tête. Cela ouvrit l'accès à la démission du président et à

l'élection du nouveau président. A l'unanimité des suffrages de l'Assemblée fédérale réformée à la fin de 1989, l'ancien dissident Václav Havel devint le nouveau président de la Tchécoslovaquie.

Il fut à nouveau confirmé que lorsque les Tchèques avaient la possibilité de résoudre même les questions politiques fondamentales les plus complexes sans intervention extérieure, ils étaient aptes à trouver une solution par des moyens démocratiques et culturels. De ce fait, les événements bouleversants ayant lieu en Tchécoslovaquie à la fin de 1989 furent appelés „révolution de velours“ par le public mondial, car tout se déroula sans combats et sans carnage qui étaient si typiques alors pour les événements similaires dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale ou dans les Balkans.

T. G. Masaryk prononça jadis que les pays vivaient des idées desquelles ils étaient nés. L'histoire moderne de la Tchécoslovaquie en est une preuve spécifique, même si ce processus est souvent long et s'il faut surmonter des périodes difficiles. Notamment, s'il s'agit d'un pays entouré d'autres pays et situé à un endroit stratégique et exposé géopolitiquement comme c'est le cas du centre de l'Europe, habité par les Tchèques depuis toujours.

Vers l'Union européenne

L'Union européenne représente la première tentative réussie de poser les fondements d'une coopération entre les nations européennes et de parvenir à une unification sur la base de la démocratie et du respect des droits de l'homme. De ce fait, il n'est pas difficile pour les Tchèques de s'y insérer avec conviction et d'aider activement à accomplir ses objectifs à long terme. Les premières élections libres furent organisées en unité parfaite et les nouveaux députés étaient eux-mêmes persuadés d'être suffisamment compétents pour pouvoir tout décider. Pourtant, il n'était pas facile de se comporter d'une manière vraiment démocratique, mais aussi responsable du point de vue social et politique. Nombre de Tchèques et Slovaques considéraient que tout était permis dans la liberté et la démocratie.

L'Europe en voie d'unification espérait que la Tchécoslovaquie avec ses traditions démocratiques pouvait devenir dans son processus de transformation un modèle de tolérance nationale de plusieurs nationalités vivant ensemble. Or, ce n'était pas le cas, car suite aux élections en 1992, même si les partis politiques ne le prévoient pas dans leurs programmes, la Tchécoslovaquie fut divisée le 1^{er} janvier 1993 en République tchèque et République slovaque.

Le gouvernement tchèque dirigé par des économistes avait la conviction que sans la Slovaquie ils pourraient s'insérer plus rapidement parmi les pays développés, au contraire le gouvernement slovaque surestima ses possibilités d'exiger la parité des deux parties de l'état fédéral dans tous les domaines. Et les premiers ministres des deux parties, persuadés de leur perfection personnelle, dilapidèrent beaucoup de ce que la Tchécoslovaquie avait possédé dans le passé.

Une certaine déception d'une grande partie de l'Europe fut partiellement compensée par le fait que la scission de la Tchécoslovaquie en 1992 se déroula d'une façon démocratique et culturelle, sans conflits armés contrairement à d'autres pays fédérés comme la Yougoslavie ou l'Union soviétique.

La scission de la Tchécoslovaquie poussa les deux nouveaux pays, la Tchéquie et la Slovaquie, bien en arrière au rang des pays européens au niveau de l'importance du territoire, mais grâce à une étroite coopération avec la Pologne et la Hongrie voisines dans le cadre du groupe de Visegrad elles pouvaient coopérer à la recherche de leurs places respectives dans la politique européenne complexe et au forum international en général.

Les premières démarches par exemple pour devenir membres réguliers du Conseil de l'Europe ou membres associés de l'Union européenne, étaient relativement faciles, effectuées déjà par la nouvelle Tchécoslovaquie. Or, ensuite les négociations furent plus longues et plus difficiles au sujet de l'adaptation de l'organisation d'état et de l'économie aux conditions fixées par l'Union européenne. Et ce processus fut bien plus complexe.

D'abord, il fallait surmonter de nombreuses idées naïves que les habitants de l'ancienne Tchécoslovaquie avaient sur la simplicité d'insertion au processus d'intégration qui était en cours en Europe depuis plus de quarante ans. En effet, il fallait régler un grand nombre de problèmes les plus variés sur la voie vers une reconstruction sociale de la Tchéquie et de la Slovaquie, trouver des voies de modification économique pour pouvoir entrer dans le marché commun après la période d'association.

De plus, il n'était pas facile de surmonter certaines tendances assez fortes contre l'intégration qui apparaissaient parmi les économistes prédominant par leurs opinions dans les premiers gouvernements tchèques. Ainsi, la République tchèque, bien qu'un des pays les plus développés du point de vue économique et politique, ne posa sa candidature d'entrée à l'Union européenne que début janvier 1996 comme dernier des pays associés.

L'année bouleversante 1989 représentait un pas décisif vers le dépassement de la division bilatérale de l'Europe. Le Traité de Varsovie

se dissout de lui-même, mais l'OTAN décida de chercher une nouvelle voie de mise en valeur par l'adoption d'une nouvelle doctrine. Les négociations sur son élargissement furent entamées et la Tchéquie, avec la Hongrie et la Pologne, furent invitées en 1997 à devenir ses premiers nouveaux membres. La Tchéquie accepta cette décision avec enthousiasme, convaincue d'assurer ainsi pleinement la sécurité du pays, même si certains ne partageaient pas tout à fait cette opinion.

Or, il apparut bientôt que le fait d'être membre de l'OTAN pouvait apporter aussi certains problèmes. Lorsque le gouvernement des Etats-Unis, dans l'esprit de la nouvelle doctrine de l'OTAN, imposa le bombardement de la Yougoslavie dans le cadre de la „contribution“ de l'alliance aux négociations au sujet de la question complexe du Kosovo, le gouvernement tchèque dut faire face à une forte désapprobation de la part du public tchèque pour une participation éventuelle aux opérations militaires.

Le gouvernement tchèque, avec le gouvernement grec, représentant les pays membres moins grands, mais plus familiarisés avec la situation compliquée des Balkans, présentèrent donc leur propre initiative d'approche complexe aux problèmes de cette partie de l'Europe. Cette initiative du gouvernement tchèque fut vivement critiquée par l'opposition politique intérieure, mais les suggestions tchéco-grecques furent reprises plus tard dans le programme global de l'Union européenne pour la stabilisation de la région des Balkans.

Les gouvernements de gauche, avec la prédominance des sociaux-démocrates, procédaient ainsi d'une manière indépendante en relation avec leur politique orientée nettement pour l'Europe. Aussi les négociations sur la préparation de l'entrée de la Tchéquie dans l'Union européenne, bien que n'étant pas faciles, se déroulaient d'une façon beaucoup plus intense et conviviale. L'entrée de la Tchéquie dans l'Union européenne était nettement approuvée par le public tchèque qui accepta volontiers la décision de fixer le 1^{er} mai 2004 comme date à laquelle la République tchèque avec d'autres pays européens devait devenir membres réguliers de l'Union européenne.

Ainsi, les Tchèques devinrent citoyens de l'Union européenne jouissant de tous leurs droits. En qualité de membre de l'Union, la position de la Tchéquie du point de vue de sécurité fut renforcée, non seulement dans le cadre de l'Europe, mais dans celui de la politique internationale en général. Or, en même temps la République tchèque doit se soumettre à toutes les lois et principes de vie sociale de l'Union adoptés jusqu'ici, mais aussi obtint le droit de participer activement à l'élaboration de toutes les nouvelles lois, et elle a même le droit de bloquer l'adoption de certaines mesures par son vote.

Pour l'unité de l'Europe

Le processus d'unification n'est pas terminé, mais il est sans aucun doute en bon chemin, car les démarches décisives ont déjà été effectuées. L'évolution de différents pays européens qui ne sont pas membres de l'Union européenne pour l'instant va montrer s'ils sont aptes à s'adapter rapidement aux conditions de l'Union pour devenir ses membres réguliers et de plein droit.

L'Union européenne et tous ses habitants ont toujours devant eux le devoir d'achever l'édification administrative de l'Union par l'accomplissement systématique des objectifs d'intégration et de démocratisation, et de devenir en même temps, comme Europe unie, une des grandes puissances qui devaient diriger la politique mondiale basée sur la multipolarité.

L'entrée au XXI^e siècle fut marquée par l'avènement du terrorisme mondial mettant en danger le principe même de l'existence humaine. Pour l'instant, des démarches ont été effectuées contre lui, pas trop réussies, selon le scénario initié par le gouvernement des Etats-Unis. Dans le monde, une attitude critique vis-à-vis de cette politique se soulève, de même qu'au sujet des projets du monde dirigé par une seule hyper-puissance.

L'intérêt toujours croissant est porté à la politique de la multipolarité, proposée par deux pays le plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde. Ce sont ces deux pays qui formulèrent dès 1954 le principe de coexistence pacifique, adopté enfin par une grande partie du monde, qui se révéla juste. L'idée de la multipolarité est soutenue aussi par une autre grande puissance – la Fédération Russe – et nombre d'autres pays importants ne dissimulent pas leurs sympathies pour un tel projet.

L'Europe a toujours la parole dans le monde et c'est à elle de décider si elle se met du côté des partisans de la multipolarité où elle occuperait bien sûr la position d'un de ces pôles.

Table des matières

Préface	3
Introduction	5
Les Tchèques au centre de l'Europe et l'état tchèque	5
Le mouvement hussite et Georges de Poděbrady	6
La guerre de Trente Ans et J. A. Komenský	8
La nation tchèque et la démocratie	8
Les Tchèques et l'Autriche en Europe	11
Pour la démocratisation de l'administration autonome	13
Mouvement „Sokol“	14
Prague – centre culturel européen	15
Les Tchèques et la politique européenne	16
Contre la guerre	17
La Résistance	19
La Tchécoslovaquie	21
La diplomatie tchécoslovaque	22
Nations et nationalités en République tchécoslovaque	24
La dimension européenne de la diplomatie tchécoslovaque	26
Les Tchèques et la grande dépression	27
Pour une sécurité collective	29
La paralysie de la Tchécoslovaquie	30
Le Protectorat Bohême-Moravie	32
Pour la liberté de la Tchécoslovaquie	34
La reconstitution de la Tchécoslovaquie	36
En Europe bipolaire	39
La coexistence pacifique et les réformes	40
La détente internationale et la coopération	42
Les Tchèques et les Slovaques	43
Le Printemps de Prague	45
L'intervention et la normalisation	47
La Charte '77	49
Le processus d'Helsinki	50
La Révolution de velours	52
Vers l'Union européenne	53
Pour l'unité de l'Europe	56

Traduction © Martina Vavřínková
Révision du Texte français: Louise Gillier

Ce tirage ne peut être vendu

© Jiří Maštálka

© Alexandr Ort

Les Tchèques et l'Europe

Prague – Strasbourg – Bruxelles

2007



MUDr. Jiří Maštálka (*1956)

Médecin-cardiologue, actuellement député tchèque au Parlement européen. De 1990 à 1992, il fut député à l'Assemblée fédérale et de 1996 à 2004, membre de la Chambre des députés du Parlement tchèque.



Prof. PhDr. Alexandr Ort, DrSc. (*1926)

orienté vers l'étude de la politique extérieure tchèque, des problèmes européens et des relations internationales, il fut professeur à l'École supérieure des sciences politiques et économiques, à la Faculté des relations internationales de l'Université Charles, à l'Institut de politique et d'économie internationales, à l'Université du 17 novembre. Après une pause de vingt ans, il travailla à la Faculté de droit de l'Université Charles, à la Faculté des relations internationales de l'École supérieure d'économie, à l'École supérieure des relations internationales et publiques à Prague et à la Faculté de droit de l'Université Komenský à Bratislava. Il donnait des conférences sur l'histoire tchèque et européenne aussi à l'étranger.



GUE/NGL

Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique
European United Left/Nordic Green Left
Groupe Parlementaire • Parliamentary Group
PARLEMENT EUROPÉEN • EUROPEAN PARLIAMENT